



- Irrégularités de l'A9 : Rey-Bellet nie en bloc
- **A9: Keine weiteren Fälle**
- **A9: Reaktion der Parteien**
- **ZMLB spricht von „Kampf“**
- La FMEF se prépare à la bagarre
- Caisses de retraite en Valais : les fonctionnaires au front
- **Klage gegen Adolphe Ribordy**
- **CVPO – CSPO – FDPO – SPO zur Septembersession**
- Remise de la pétition contre la violence domestique
- Des réponses à la délinquance juvénile !
- **Neuerungen bei Gemeindewahlen**
- Rey-Bellet chahuté
- **A9-Zahlungen: Keine PUK**
- Retraites anticipées accordées trop tôt
- Des millions pour la formation
- Des avions sous contrôle !
- **Parlaments-Splitter**

IRRÉGULARITÉS DE L'A9 Le conseiller d'Etat refuse toute responsabilité

Rey-Bellet nie en bloc

VALAIS Selon la Commission de gestion, la pratique des prépaiements sur les chantiers était connue par tout le département, y compris par son chef. Une affirmation que celui-ci réfute

Melina Sargenti

Jean-Jacques Rey-Bellet était-il au courant de la pratique des prépaiements irréguliers mis au jour en mars dernier sur le chantier de l'A9 dans le Haut-Valais? Deux conférences de presse organisées hier à Sion avaient pour but de répondre à cette question. Seul problème: leurs réponses ont été différentes...

Avertissement en 2002 déjà

La Commission de gestion (Co-Gest) a rendu hier matin un rapport sur la procédure de paiement appliquée par les Routes Nationales. Selon celui-ci, basé notamment sur les auditions des ingénieurs et chefs de section, la pratique des prépaiements, c'est-à-dire pour des travaux non encore effectués, était non seulement répandue mais aussi connue à tous les échelons de la hiérarchie. «En 2002 déjà, la CoGest avait rendu attentif le Conseil d'Etat à la non-conformité de telles pratiques avec les directives cantonales», a expliqué Brigitte Diserens, présidente de la CoGest. «Mais notre rapport est resté dans un tiroir.»



DÉFENSE Pour se justifier, Jean-Jacques Rey-Bellet (médaillon) rappelle que c'est lui-même qui avait rendu publics les dysfonctionnements sur les chantiers (en photo, celui du tunnel de Riedberg). Isabelle Favre - Studio Curchod

En début d'après-midi, c'était au tour du Conseil d'Etat de rendre ses conclusions sur l'«affaire» du chantier de l'A9. Jean-Jacques Rey-Bellet, chef du Département des transports, équipement et environnement, a réaffirmé qu'il n'avait jamais eu connaissance de telles pratiques auparavant. «C'est moi-même qui ai rendu public ce dysfonctionnement. Je ne l'aurais jamais fait s'il avait été mis en place avec mon accord.»

Selon le conseiller d'Etat, un seul cas de prépaiement a cours dans les chantiers publics. «En septembre il faut estimer et chiffrer le travail qui sera fait jusqu'au 31 décembre. Ensuite il est possible que dans l'intervalle le travail ne soit pas effectué ou seulement partiellement. Mais dans ce cas, les factures étant acquittées à 60 jours, il nous est toujours possible de rectifier le tir.» Jean-Jacques Rey-Bellet a toutefois admis que

cette pratique n'était pas conforme aux directives cantonales.

En mars l'Inspection cantonale des finances avait découvert qu'un consortium d'entreprises avait établi des factures d'un total de 13 millions de francs pour des travaux qui en réalité n'avaient pas été effectués. Cinq fonctionnaires sont depuis suspendus. Une enquête disciplinaire a été ouverte et ils font l'objet d'une dénonciation pénale.

A9: Jean-Jacques Rey-Bellet

FAUX MÉTRÉS ► L'Inspection des finances est catégorique: la pratique des faux métrés constatée sur trois chantiers



Brigitte Diserens et German Eyer: la COGEST est bien décidée à ne plus prêcher dans le désert. BITTEL

Pression sur le gouvernement!

PASCAL GUÉX

La Commission de gestion du Grand Conseil (COGEST) en a marre de crier dans le désert! La présidente Brigitte Diserens et ses pairs viennent ainsi de déposer une motion destinée à mettre la pression sur le Conseil d'Etat. Approuvée à l'unanimité des 10 membres présents, ce texte exige du gouvernement qu'il réponde à l'avenir par écrit à chacune des demandes «*expressément formulées dans les rapports des commissions de haute surveillance*». Mieux, si cette motion devait être acceptée en septembre prochain par le Parlement, cette réponse de l'exécutif valaisan serait alors soumise au vote du Grand Conseil!

A la base de cette minirévolution en marche, un constat: «*Les attentes et souhaits de la Commission de gestion ou de celle des finances (COFI) ne sont pas toujours satisfaits*», pour reprendre le libellé empreint de diplomatie de la motion adoptée par la COGEST. L'affaire des irrégularités de l'A9 aura donc été la goutte qui a fait déborder le vase. Brigitte Diserens a rappelé hier que le principe des paiements d'avance avait été dénoncé en 2002 déjà, tant par l'Inspection des finances que par la COFI. Pour quels résultats? La COGEST n'a pas manqué de souligner que rien ou presque n'a changé. «*Les nouvelles directives édictées après ces constats n'ont pas été respectées.*»

Si la commission de gestion met le doigt sur de grosses fautes administratives, elle se refuse toutefois à désigner des coupables. «*C'est la parole de l'un contre celle de l'autre*», constate amer le socialiste German Eyer. Reste que la COGEST exige du Conseil d'Etat des mesures immédiates destinées à éviter toute perte comptable. Au nom de la commission, Brigitte Diserens demande ainsi au gouvernement quelles mesures il compte prendre «*pour récupérer les charges d'intérêt (estimées à un million de francs) et les montants avancés à tort?*» Autre revendication: «*Que le Conseil d'Etat prenne des mesures immédiates pour garantir la continuité des travaux de l'A9 et évite le risque que ceux-ci ne soient ralentis par les dysfonctionnements constatés.*»

VINCENT FRAGNIÈRE

Ouf! En attendant une éventuelle commission d'enquête parlementaire (voir ci-contre), Jean-Jacques Rey-Bellet peut respirer!

Dans un rapport dévoilé hier à la presse, l'Inspection des finances confirme que les faux documents et les fausses informations détectés au printemps 2005 pour trois chantiers de l'A9 haut-valaisanne «*ne relèvent pas d'une pratique généralisée.*»

Directives non respectées

Pour l'affirmer, son chef Christian Melly a fait contrôler un chantier de l'A9 haut-valaisanne, trois de l'A9 du Valais romand et six des routes cantonales. «*Le volume d'investissement des treize chantiers examinés s'élève à 292 millions de francs.*» Et pas de traces de faux métrés ou de préparations importants pour des travaux non effectués.

Juste des normes non respectées sur huit des dix chantiers analysés: plan de paiement non adapté à l'évolution des travaux, estimation courant novembre des travaux à réaliser avant la fin de l'année, des travaux réalisés non métrés ou encore des métrés non signés par les entreprises. Christian Melly est catégorique: «*La population ne doit pas confondre les faux métrés de travaux établis pour justifier des paiements en millions sans relation avec les prestations réalisées et une pratique qui consiste parfois à estimer, en novembre, les travaux à réaliser avant la fin de l'année.*»

Moi et pas l'Inspectorat!

Jean-Jacques Rey-Bellet attendra, lui, l'heure des questions pour revenir très concrètement sur le dossier rappelant au moins six fois en trente minutes que «*ce n'est pas l'Inspection des finances, mais bien moi-même qui ai dénoncé cette affaire.*»

Selon lui, ceux qui veulent «*sa peau*» ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre que cette affaire grave de faux métrés – une première suisse – n'a rien à voir avec la pratique courante et connue de préparations en fin d'année «*pour res-*



Jean-Jacques Rey-Bellet: «C'est moi et non l'Inspection des finances qui ai dénoncé cette affaire.» BITTEL

pecter le principe d'annualité et qui ne comporte aucun danger pour l'Etat». Pour mettre fin à toute équivoque, le conseiller d'Etat ose même la plus simple des comparaisons. «*Lorsque vous recevez votre paie le 28, vous n'avez pas encore travaillé*

mais le fait de repousser la mise en application de la septième planification autoroutière. D'où notre manifestation en 2004 devant la Berne fédérale...»

Pour éviter un nouveau «Riedberg bis», l'Inspection des finances propose l'engagement

justifier. «*Avec près de 400 employés et 300 millions de chiffre d'affaires annuel, notre service ne peut pas éviter une certaine inertie*», reconnaît-il avant de faire son mea culpa quant à certains retards pris dans l'adjudication de travaux complémentaires liés à des chantiers à problème.

«*Par contre, je refuse les critiques concernant le non-respect des marchés publics. Quelque 90% de nos adjudications se font au prix le meilleur marché. Devant le TF, nous avons été déboutés pour moins de 1% de dossiers et, dans au moins deux cas, je peux citer des consortiums ou des entreprises qui ont gagné au Tribunal contre nous et à qui l'on a attribué de gros mandats par la suite...»*

La réponse à Schmidhalter

Evidemment, Jean-Jacques Rey-Bellet ne pouvait pas échapper à la question politique, celle qui concerne la menace médiatique du député ingénieur «noir» Schmidhalter de faire tomber des têtes. «*La grande différence entre lui et moi, c'est que je n'ai jamais signé de faux documents et que j'ai même dénoncé ces pratiques.*» Il se justifie pour la... septième fois!



«Certains m'ont dit que j'aurais dû négocier avec mes collaborateurs. Jamais!»

JEAN-JACQUES REY-BELLET

les 29 et 30. C'est la même chose.»

Jean-Jacques Rey-Bellet a également réaffirmé ne pas cautionner, ni comprendre les raisons invoquées par les collaborateurs pour justifier leurs pratiques, à savoir l'utilisation maximale des budgets alloués. «*Ce sont leurs arguments, pas les miens. Lorsque votre enveloppe annuelle pour l'A9 correspond à 180 millions, perdre 10 millions correspond à un mois de travail. Ce n'est pas ça qui va retarder l'avancement de l'A9,*

d'un ingénieur responsable d'un contrôle matériel supplémentaire. *J'y suis favorable à la condition qu'il soit rattaché aux finances. Sinon on me reprochera encore sa présence dans mon département*», précise Rey-Bellet.

Reste les critiques virulentes d'hier matin de la COGEST quant à la non-application des nombreuses remarques de l'Inspection des finances depuis 2002 (voir ci-contre). Muet jusque-là, le chef de service Albert Fournier, irrité, a tenu à se

let soulagé!

chantiers haut-valaisans de l'A9 n'existe pas ailleurs.



Le chantier du tunnel de Riedberg, scène principale des irrégularités commises sur l'A9 KEYSTONE/OLIVIER MAIRE

ÉDITORIAL

Classé sans suite

JEAN BONNARD

Sous une apparence de retenue polie, le rapport de la Commission de gestion (COGEST) a des allures de mine flottante qui pourrait péter bientôt...

«On se dit qu'on ne sert à rien», lâche avec une franchise courageuse la présidente de la Cogest. Régulièrement, l'Inspection des finances (IF) pond des rapports dont l'Etat se soucierait comme de colin-tampon! D'où la frustration légitime de la COGEST qui énumère une série gratinée de dysfonctionnements constatés et classés sans suite par la faute d'un Parlement gobant les explications d'un exécutif trop rarement mis en difficulté par des députés dociles.

Le patron des Travaux publics, Jean-Jacques Rey-Bellet, ignorait-il ce que la quasi-totalité de ses cadres jurent qu'il savait: c'était pratique courante de payer d'avance des travaux non effectués, de peur que Berne ne reprenne les montants non dépensés?

La passivité du patron face aux libertés de ses fonctionnaires est à relativiser: c'est lui qui a levé le lièvre en demandant à l'IF d'enquêter. A l'heure d'un bilan – qui ne devrait qu'être intermédiaire – on nous assure que ces fonctionnaires n'ont pas été graissés et que «les irrégularités – faux documents, fausses informations – ne relèvent pas d'une pratique généralisée». Ouf! On a échappé au pire.

S'il n'y a pas eu enrichissement personnel côté administration, à qui pouvaient profiter ces curieuses largesses étatiques? Sans conclure avant d'avoir réellement investigué, force est de constater que si, en Suisse, les avocats font souvent des carrières politiques, dans le Haut-Valais, ce sont souvent les ingénieurs qui font carrière. De père en fils, les ingénieurs du Haut fournissent des cohortes d'élus PDC cantonaux et fédéraux. L'A9, hier avec ses multi variantes nord et sud et aujourd'hui avec ses paiements rubis sur l'ongle avant même le premier coup de pioche, prend des allures de fromage sans fond. La COGEST place le Parlement devant ses responsabilités: à lui de dire s'il veut reprendre le contrôle de l'exécutif ou s'il classera, aussi, sans suite ce rapport.

UDC

Un navire sans pilote

Avec des moyens insuffisants, la COGEST n'est pas allée beaucoup plus loin que l'Inspection des finances... Aucune investigation n'a été menée concernant des chantiers plus anciens. Quant aux accusations très claires et surtout très graves, jamais retirées, par lesquelles un ingénieur et député d.c. mettait en cause le chef du département lui-même, elles n'ont fait l'objet d'aucune investigation approfondie. Pourquoi? L'UDC persiste donc à demander une CEP, seul moyen, pour le Parlement, de faire la lumière, dans ce scandale... En l'état, ce rapport indique néanmoins que les prépaiements étaient une pratique courante, connue à tous les niveaux de la hiérarchie et surtout de M. Rey-Bellet... L'ampleur, le nombre et la gravité des violations des directives en vigueur mettent en cause l'aptitude du chef de service et surtout du chef du département à exercer le contrôle que les contribuables sont en droit d'attendre d'eux.

PARTI SOCIALISTE

Il faut une CEP!

La COGEST a fait du bon travail compte tenu du temps qui lui a été imparti. Mais elle a forcément dû se contenter de limiter son champ d'investigation, de n'évoquer que l'avenir et de réclamer la récupération des charges d'intérêt. C'est bien, mais insuffisant. C'est pourquoi nous maintenons notre requête de constituer une Commission d'enquête parlementaire. Seule une CEP pourra pousser plus loin les recherches. Nous constatons qu'il y a un gros écart entre les déclarations des hommes de terrain – pour qui les prépaiements sont une pratique courante – et la tête du département qui ne parle que de cas isolés et inhabituels. Il faut aujourd'hui que la vérité éclate. Il convient ici de rappeler que le PS s'était opposé à la nomination de M. Fournier à la tête de ce service, eu égard à son passé de président de commune ne respectant pas toujours les procédures en vigueur. M. Rey-Bellet avait alors assuré que son département ne tomberait jamais dans ces travers. On voit ce qu'il en est. Une CEP peut mettre de l'ordre dans ce département comme cela avait été le cas avec Loèche.

PARTI DÉMOCRATE-CHRÉTIEN

Pas une pratique généralisée

Contrairement à ce que certains politiques ont voulu faire croire, les irrégularités constatées sur les trois chantiers haut-valaisans ne relèvent pas d'une pratique généralisée. Ce procédé – faux métrés – n'a pas été appliqué pour les 10 autres chantiers contrôlés par l'ICF. Ces rapports mettent en évidence que le chef du département et le chef de service n'étaient pas informés de cette procédure. La responsabilité première en incombe au chef de la section des routes nationales du Haut-Valais qui «reconnait que le procédé appliqué ne l'a été que dans l'intérêt du dossier et du canton». Reste que payer des travaux non réalisés en les justifiant par des fausses informations relèvent de pratiques interdites tant par le département que par l'ICF. L'enquête juridique et pénale en cours fixera les responsabilités tant des fonctionnaires que celles incombant au chef de la direction locale des travaux. C'est à la justice de se prononcer. Quant aux moyens à mettre en place pour éviter de telles situations, le PDCVr approuve, dans la grande majorité, les conclusions de la COGEST.

PARTI RADICAL-DÉMOCRATIQUE

Pas de retard sur l'A9

Le Parti radical-démocratique valaisan déplore que malgré la sonnette d'alarme tirée à de multiples reprises depuis l'an 2000 par la commission de gestion, la commission des finances ou encore l'Inspektorat cantonal des finances, il aura fallu attendre la découverte de fraudes importantes pour réagir. Le gouvernement constate enfin l'ampleur des dysfonctionnements et propose une réorganisation du service et l'élaboration de directives plus claires. Son groupe parlementaire sera attentif à la mise en œuvre des mesures gouvernementales et, en accord, avec les propositions de la commission de gestion, il souhaite davantage contraindre l'exécutif aux conclusions des différentes commissions. Le PRD valaisan, avant tout soucieux du bon fonctionnement de l'Etat, veillera à ce que les promesses faites aujourd'hui soient scrupuleusement tenues. La poursuite des travaux routiers dans notre canton ne doit souffrir d'aucun retard. S'agissant des fautes individuelles relevées par ces rapports, la justice doit suivre son cours.

Le Valais tente de percer à jour les mystères du tunnel de Riedberg

Valais. Le même jour, la commission de gestion du Grand Conseil et le conseiller d'Etat Jean-Jacques Rey-Bellet se sont expliqués sur les affaires de prépaiement dans le cadre du chantier de l'A9

Laurent Nicolet

«Nous sommes une commission alibi, nous avons l'impression de ne servir à rien.» Grande journée hier en Valais, consacrée au scandale de l'autoroute A9, et c'est la députée radicale Brigitte Diserens qui ouvrait les feux de façon plutôt désabusée en présentant le rapport de la commission de gestion du Grand Conseil (COGEST), qu'elle préside.

L'affaire, rendue publique en mars dernier par le chef du Département des transports, Jean-Jacques Rey-Bellet, porte sur 20 millions payés d'avance, sur la base de documents falsifiés, par la section haut-valaisanne des routes nationales à un consortium d'entreprises lui aussi haut-valaisan, pour des travaux non encore réalisés, principalement au tunnel de Riedberg.

Les interviews menés par la COGEST ont mis en avant deux discours parfaitement contraires: pour les «gens de terrain» – Christian Pfammater, le chef de la section, ses collaborateurs, les chefs de chantier, les ingénieurs, les dirigeants du consortium, parmi lesquels les deux députés Claude-Alain Schmidhalter et Konrad Martig –, la pratique du prépaiement «était une habitude constante» et une manière tacitement avalisée au plus haut niveau.

Avec un but très simple: absorber les crédits annuels de la Confédération et ne pas se retrouver l'année suivante avec une baisse de la manne fédérale. Aucune preuve n'a d'ailleurs été apportée jusqu'ici d'un enrichissement personnel des cinq fonctionnaires incriminés et suspendus depuis.

Claude-Alain Schmidhalter va même plus loin, visant Jean-Jacques Rey-Bellet: «Si je dois m'en aller en tant que membre du Grand Conseil, d'autres devront également porter le chapeau.»

A l'opposé, pour «les gens de bureau», à savoir, justement, le chef du Service des routes, Albert Fournier, et le chef du département, Jean-Jacques Rey-Bellet, «Riedberg est un cas unique». «Si la pratique avait été courante et avalisée, pourquoi l'aurais-je dénoncée publiquement», a martelé, quelques heures après la COGEST, Jean-Jacques Rey-Bellet lors d'une conférence de presse organisée par l'Etat du Valais.

Quant aux affirmations de Claude-Alain Schmidhalter, le conseiller d'Etat les a prises d'assez haut: «La différence, c'est que moi, je n'ai pas falsifié de documents et en plus, je suis celui qui a révélé le scandale.»

La COGEST, de son côté, ne prend pas position entre les deux versions, mais constate que tant elle-même que l'Inspection des finances ou la commission des finances avaient ces dernières années pointé dans leurs différents rapports plusieurs manquements aux directives dans la façon d'effectuer les paiements. Des rapports tous restés lettre morte.

Et de poser toute une série de questions au Conseil d'Etat, avec, en plus, le dépôt en septembre d'une motion devant le Grand Conseil exigeant que le gouvernement réponde par écrit et que les députés votent sur ces réponses: «Une manière de donner une forme de légitimité à nos travaux», soulignait Brigitte Diserens.

Face à ces reproches, Jean-Jacques Rey-Bellet a rétorqué «qu'on entretient une confusion entre les prépaiements qui n'existent nulle part et les estimations de fin d'année, effectivement contraires aux consignes, mais qu'on pratique couramment.»

Ces estimations consistent à évaluer, en novembre, les montants des travaux restant à effectuer jusqu'à la fin de l'année, de façon à «respecter le principe d'annuité». C'est-à-dire à régler tous les travaux l'année même où ils ont été réalisés.

Mais les paiements ne sont débloqués qu'une fois que les travaux, ou du moins la plus grande partie, sont effectivement réalisés. Or, toujours selon Jean-Jacques Rey-Bellet, le cas de Riedberg serait d'une tout autre nature puisque les factures ont été établies sur la base de métrés falsifiés et qu'à ce jour, sur les 20 millions versés, il reste encore 11 millions de travaux à effectuer et 600 000 francs perdus pour l'Etat en intérêts.

Christian Pfammater, lui, n'en démord pas et démonte l'engrenage. Il raconte que, le 8 novembre 2004, une délégation valaisanne, où figure Jean-Jacques Rey-Bellet, manifeste à Berne contre des coupes de la Confédération dans le financement de l'A9.

Le 9 novembre, l'Office fédéral des routes appelle Christian Pfammater sur son portable et lui demande: «Vous avez besoin d'argent?» Il savait qu'il aurait au contraire cette année-là plutôt de la peine à épuiser tout le crédit annuel, mais, note le rapport de la COGEST, «il ne pouvait répondre non, parce que son chef Jean-Jacques Rey-Bellet était présent à la manifestation de la veille».

D'où l'octroi d'un crédit supplémentaire qu'il a fallu ensuite dépenser sous forme de prépaiements. Jean-Jacques Rey-Bellet rétorque que la manifestation ne portait pas sur les subventions annuelles, mais sur le financement de l'autoroute pour les quinze prochaines années. A suivre, cet automne, sur le ring du Grand Conseil.

Jean-Jacques Rey-Bellet, chef du Département valaisan des transports, en conférence de presse, hier: «Je n'ai pas falsifié de documents et, en plus, je suis celui qui a révélé le scandale.»

A9: Keine weiteren Fälle

Harte Kritik der Geschäftsprüfungskommission an Walliser Staatsrat

S i t t e n. – (wb) Es bleibt vor-
derhand bei den drei Fällen von
unstatthaften Vorauszahlungen,
die alle die Sektion Oberwallis
im Nationalstrassenbau betref-
fen. Die Kontrollen des kanton-
alen Finanzinspektorates auf
zehn weiteren Baustellen haben
keine weiteren Fälle von «Geld
ohne Arbeit» an den Tag ge-
bracht. Zwei Untersuchungen
(Voreinschnitt Grosshüs der A9
und Staldbachbrücken der A9)
laufen zurzeit noch. Die Wall-
iser Regierung hat betont, dass
die Vorauszahlungen ohne
Leistungen und Sicherheiten
keineswegs der gängigen Praxis
im Kanton entspreche.

Ebenfalls gestern hat die gross-
rätliche Geschäftsprüfungskommission (GPK) informiert. Sie wirft der Regierung Versäumnisse bei der Wahrnehmung ihrer Verantwortung vor. Gleichzeitig zitiert sie umfassend die betroffenen suspendierten Beamten sowie die beiden Grossräte Konrad Martig (Bauunternehmer) und Claude-Alain-Schmidhalter (Ingenieur). Sie behaupten, dass die Vorauszahlungen System gehabt hätten.

Seiten 10/11



Die Regierung und die Geschäftsprüfungskommission beurteilen die Affäre A9 völlig unterschiedlich.

A9: Reaktion der Parteien

Die SVP und die SP verlangen eine Untersuchungskommission, die CVP betrachtet sie aber als unnötig

Sitten. – Die SVP Wallis und die SP Wallis beharren auf ihrer Forderung nach der Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK) in der Affäre um Vorauszahlungen beim Bau der A9. CVP und Radikale wollen hingegen die Vorschläge der Geschäftsprüfungskommission der Grossen Rates (GPK) umsetzen.

Mit ungenügenden Mitteln sei die Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates (GPK) kaum weiter gekommen als das kantonale Finanzinspektorat, hat die SVP Wallis in einer ersten Stellungnahme dargelegt. Darum brauche es eine PUK. Die SP Wallis ihrerseits lobt zwar die gute Arbeit der Geschäftsprüfungskommission. Diese sei unter Zeitdruck gemacht worden und mit beschränkten Mitteln. Darum erhält auch die SP-Wallis ihre Forderung nach der Bestellung einer PUK aufrecht. Damit wird sich der Walliser Grosse Rat im September mit der Frage befassen, ob es eine Parlamentarische Untersuchungskommission braucht oder ob die Umsetzung der Schlussfolgerungen der GPK genügt.

SVP: Vorwürfe nicht widerlegt

Für die SVP sind im Dossier der unstatthaften Vorauszahlungen beim Bau der A9 die gravierenden und eindeutigen Vorwürfe von CVP-Grossräten (Claude-Alain Schmidhalter, auch Konrad Martig) bis heute unwiderlegt im Raum stehen geblieben. Diese Vorwürfe seien durch die GPK nicht vertieft abgeklärt worden. Die SVP erachtet es deshalb als nötig, dass eine PUK mit ihren Möglichkeiten und Kompetenzen alle Hintergründe des



Wie und in welcher Form die Affäre um die unstatthaften Vorauszahlungen im Nationalstrassenbau weiter behandelt wird, hängt auch von der weiteren Entwicklung in einzelnen Dossiers ab. So werden zurzeit neben dem Einschnitt von Eholz auch die Brücken beim Staldbach der A9 näher vom Finanzinspektorat untersucht.

Foto wb

Skandals ausleuchtet. Die SVP sieht angesichts der zahlreichen Verstösse auch die Handlungsfähigkeit des Departementsvorstehers in Zweifel gezogen. Er sei offenbar nicht in der Lage, die nötigen Kontrollen durchzusetzen.

Die SP: Nur eine PUK bringt es

Für die SP kann nur eine PUK mit all ihren Möglichkeiten und Kompetenzen Licht in die leidige Angelegenheit und vor allem in die wirkliche Rolle der Akteure bis hinauf zum Departementsvorsteher bringen.

Es gebe eklatante Widersprüche zwischen den Leuten «auf dem Terrain» und den leitenden Köpfen des Departementes. Die Wahrheit müsse an den Tag kommen. Die SP erinnert daran, dass sie sich vor Jahren entschieden gegen die Wahl von Dienstchef Albert Fournier gewehrt habe, weil dieser schon früher als Gemeindepäsident geltende Regeln und Vorschriften nicht immer resp ektiert habe. Wie im Falle von Leukerbad könne nur eine Parlamentarische Untersuchungskommission Ordnung in das kantonale Baudepartement bringen.

Abwarten bei den Freisinnig-Liberalen

Die freisinnig-liberale Partei verweist auf die zahlreichen Berichte der Geschäftsprüfungskommission, aber auch des kantonalen Finanzinspektorates im Zusammenhang mit dem kantonalen Baudepartement und dem Nationalstrassenbau. Schon seit dem Jahre 2000 habe immer wieder auch im Grossen Rat die Alarmglocke geläutet worden. Es habe aber grober Unregelmässigkeiten bedurft, damit man im Departement endlich reagiere. Die Regierung schlage nun Reformen vor und zusätzli-

che, klare Regelungen. Die freisinnig-liberale Partei und Fraktion werde sehr aufmerksam darüber wachen, dass die Regierung diese Reformen auch wirklich durchziehe, darunter auch die konkreten Forderungen der Geschäftsprüfungskommission. Die Regierung müsse dazu verpflichtet werden, den Ratschlägen und der Kritik der Kommission des Grossen Rates in jedem Fall Rechnung zu tragen. Für die freisinnig-liberale Partei ist es von Bedeutung, dass der Baufortschritt an der A9 nicht verzögert wird. Das individuelle Fehlverhalten müsse von den Gerichten bewertet werden.

Die CVP zeigt sich erleichtert

Die Unterwalliser CVP zeigt sich erleichtert, dass die Untersuchungen des Finanzinspektorates keine weiteren Fälle von Vorauszahlungen ohne Gegenleistung oder Sicherheiten ergeben hätten. Es handle sich bei den falschen Ausmassen und Dokumenten also nicht um eine verbreitete Praxis. Der Departementsvorsteher und der zuständige Dienstchef seien über dieses Vorgehen nicht informiert gewesen. Der Hauptverantwortliche sei der Sektionschef des Oberwalliser Nationalstrassenbaus. Die Unterwalliser CVP akzeptiert die Schlussfolgerungen der Geschäftsprüfungskommission. (Wie wir gestern berichteten, will die GPK in einer Motion verlangen, dass die Regierung künftig auf kritische Berichte und konkrete Kritik schriftlich antworten muss. Über die Antwort der Regierung soll im Grossen Rat auch abgestimmt werden; heute werden solche Repliken der Regierung vom Parlament nur zur Kenntnis genommen.)

Der Grosse Rat spricht sich im September aus

Der Walliser Grosse Rat wird in der kommenden September-Session vom 12., 13. und 14. über die Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission zu entscheiden haben. Denn sowohl die SVP als auch die SP dürften angesichts der Entwicklung im Sommer (unstatthafte Vorauszahlungen auf zwei weiteren Baustellen neben dem Riedberg-Tunnel) ihre Vorstösse zur Abstimmung bringen. Zünglein an der Waage dürften die Freisinnig-Liberalen und auch die CSP Oberwallis spielen, die zusammen mit der SVP und der SP eine Mehrheit im Parlament herbrächten, wenn sie wollten. **lth**

ZMLB spricht von «Kampf»

*Zentralverband des Walliser Staatspersonals
ist besorgt und enttäuscht*

S i t t e n. – Der Zentralverband der Magistraten, der Lehrerschaft und der Beamten ist enttäuscht über die Haltung der Regierung und der Kommission des Grossen Rates. Es gebe keinen Dialog über die umstrittenen Punkte der Sanierung der Pensionskassen des Staatspersonals.

Wie der Dachverband der 7500 Mitglieder zählenden Dachorganisation des öffentlichen Dienstes gestern in einer Medienmitteilung darlegte, haben weder Treffen mit dem Staatsrat noch mit der vorbereitenden grossrätlichen Kommission in der Sache einen Fortschritt aus seiner Sicht gebracht.

Keine Antworten auf Fragen

«Der ZMLB steht trotz seiner Bemühungen und Konzessionen mit leeren Händen da. Er erhielt keine Garantie, dass seine Forderungen berücksichtigt werden. Es wurde nicht einmal in Aussicht gestellt, dass er darüber verhandeln könnte», beklagt sich der Dachverband. Das von der Regierung in Aussicht ge-

stellte «partizipative Verfahren» genüge diesem Anspruch in keiner Art und Weise. «Sogar Fragen, die wir stellten, sind nicht beantwortet worden», beklagt sich Zentralsekretär Michel Perruchoud.

ZMLB will auf drei Achsen vorgehen

Der ZMLB will auf drei Achsen gegen eine allfällig nicht seinen Minimalforderungen entsprechende Sanierung der Pensionskassen des Staatspersonals und der Lehrerschaft vorgehen: Erstens über eine staatsrechtliche Beschwerde gegen das Gesetz vor Bundesgericht. Zweitens: Eine Geltendmachung der Verantwortlichkeit des Staates als Arbeitgeber in dieser Sache im Sinne der Schlussfolgerungen der Pensionskassen-PUK. Drittens über ein Referendum gegen das Gesetz, falls es in der Form verabschiedet wird, wie das heute absehbar ist.

Zugeständnisse gemacht

Der ZMLB habe bereits massgebliche Zugeständnisse gemacht, sagt die Leitung des Dachverbandes. «Wir haben der Erhöhung des Pensionsal-

ters des Lehrpersonals und gewisser Beamter zugestimmt. Alles, was der ZMLB wünscht, ist die Aufrechterhaltung des Systems des Leistungsprimats und Übergangsbestimmungen, die sich auf zehn Jahre erstrecken, sowie angemessene Begleitmassnahmen.» Der Zentralverband fordere einfach einen sanften Übergang. «Leider werden aber unsere Forderungen und Aufrufe weder von der Regierung noch von der zweiten Kommission des Parlamentes gebührend zur Kenntnis genommen», sagt die ZMLB-Spitze.

Keine Demos und keine Streiks

Wenn der ZMLB in seiner Mitteilung von «Kampf» spricht, dann meint er damit die erwähnten rechtlichen und direktdemokratischen Schritte und nicht etwa Demonstrationen oder Arbeitsniederlegungen. «Wir wollen keine Konfrontation, aber wir haben keine Wahl, als die erwähnten Schritte einzuleiten, weil wir nichts in der Hand haben», präzisiert Generalsekretär Michel Perruchoud. Das Federativkomitee (neben den sieben Mitglie-

dern des Direktionskomitees auch die 13 Präsidentinnen und Präsidenten der 13 angeschlossenen Verbände) hat vorgestern einstimmig die von der Verbandsspitze vorgeschlagenen drei Achsen abgesegnet.

ZMLB will Leistungsprimat beibehalten

«Wir müssen jetzt schon vorsorgen für den Fall, dass wir die Sanierungsbeschlüsse des Parlamentes nicht billigen könnten», sagt Perruchoud. Wenn man vom heutigen Leistungs- zu dem vom Grossen Rat beschlossenen Beitragsprimat übergehe, koste das sehr viel Geld, nämlich zwei Milliarden laut Staatsrat Jean-René Fournier. Da stelle sich schon die Frage, wer diese Mittel aufbringe. Überdies kenne kein einziger Westschweizer Kanton das nun von der Regierung und der Kommission vorgeschlagene Beitragsprimat.

Voraussichtlich wird der Grosse Rat sich im kommenden Oktober mit diesem Geschäft befassen. In erster Lesung hatte der Grosse Rat den Umstieg vom Leistungs- zum Beitragsprimat mit 68 zu 48 Stimmen bei acht Enthaltungen beschlossen. **lth**

CAISSE DE PENSION

La FMEF se prépare à la bagarre



Michel Perruchoud: «La théorie du gouvernement est simple. C'est «causez toujours. Nous ferons ce que nous voudrons...» MAMIN

VINCENT FRAGNIÈRE/C

A travers un dossier de presse diffusé hier, le syndicat faïtier de la fonction publique valaisanne se montre «*préoccupé et déçu*». «*Bien que nous ne souhaitons pas la confrontation, nous sommes contraints de la préparer*», estime son secrétaire général Michel Perruchoud qui critique les portes fermées tant du côté du Conseil d'Etat que de la commission parlementaire chargée de la 2e lecture du projet de loi concernant l'assainissement des caisses de pension. «*Une rencontre avec le Conseil d'Etat, puis une autre lundi 21 août avec la commission parlementaire chargée de préparer le débat d'assainissement des caisses de pension publiques au Grand Conseil n'y ont rien changé. Pour la FMEF, le résultat des courses se résume à un panier vide... La «démarche participative» évoquée par le gouvernement ressemble de plus en plus à un «causez toujours, nous ferons ce que nous voudrons.»* Et Michel Perruchoud de citer un exemple très concret. «*Lors de la réunion avec la commission parlementaire, la FMEF a demandé si l'objectif des rentes était maintenu en 2009. Seul un silence pesant a fait écho à cette simple interrogation.*»

Vers des recours personnels?

La FMEF a donc décidé d'agir par communiqué. Elle informe ses 7500 membres que, lors d'une prochaine assemblée, elle soumettra une série de mesures au vote des délégués: recours de droit public au Tribunal fédéral, action en responsabilité civile contre l'Etat du Valais, et référendum. «*Et, si tout cela ne suffit pas, nous proposerons à nos membres des recours individuels qui pourraient paralyser le processus d'assainissement.*» Ça risque bien de chauffer...

RÉACTION

«La FMEF prend un risque...»

Pour le conseiller d'Etat **Jean-René Fournier**, cette attitude de la FMEF peut poser des problèmes devant le Parlement. «*Qu'ils se battent est tout à fait compréhensible.*

Mais qu'ils refusent une première fois une invitation de rencontre de la commission parlementaire chargée du dossier est, à mes yeux, une erreur. Au lieu d'évoquer des recours au TF, la FMEF doit tout faire aujourd'hui pour obtenir des mesures transitoires satisfaisantes à ses yeux. Je dois avouer que je ne comprends pas toujours la tactique de ses dirigeants. De plus, je ne sais vraiment pas comment le Parlement va l'interpréter en octobre lors du passage en deuxième lecture du projet de loi. En voulant aller devant la Tribunal fédéral pour faire «casser» cette future loi, la FMEF prend un risque. Même si je ne suis pas juriste, je ne suis pas vraiment certain qu'elle obtiendra gain de cause sur le plan juridique. Du côté du Conseil d'Etat, notre position est toujours restée la même quant aux lignes directrices du projet de loi à savoir le système choisi ou l'âge de la retraite. La seule vraie incertitude actuelle concerne les mesures transitoires à prendre pour la mise en application de la loi. Dans ce cadre-là, la FMEF peut vraiment jouer son rôle, même si, je le répète, je ne veux pas arriver devant le Parlement les poings déjà liés par une négociation préalable et complète avec le comité exécutif de la FMEF.» VF



Caisses de retraite en Valais: les fonctionnaires au front

Valais. Assainissement des caisses de pension: les syndicats menacent de recourir au TF

Laurent Nicolet

«Recours au Tribunal fédéral, action en responsabilité civile contre l'Etat et référendum». Dans un communiqué, le secrétaire de la Fédération des magistrats, enseignants et fonctionnaires (FMEF), Michel Perruchoud, affirme que l'heure de la confrontation a sonné.

Les mesures que la direction du syndicat va proposer à ses membres lors d'une prochaine assemblée n'ont en effet rien d'apaisant. L'affrontement dure d'ailleurs depuis plusieurs mois entre la FMEF et le gouvernement sur le dossier de l'assainissement des caisses de retraite.

Un plan avalisé en première lecture par le Grand Conseil ce printemps, alors que la FMEF réclamait un moratoire, et qui prévoit, entre autres, un renflouement des caisses à hauteur de 550 millions, le passage de la primauté des prestations à celle des cotisations, l'âge de la retraite allongé de deux ans pour les enseignants et d'une année pour certaines autres catégories de fonctionnaires.

Des négociations avec la commission parlementaire chargée de la deuxième lecture et avec le Conseil d'Etat ont eu lieu ces derniers jours. Avec pour résultat, selon Michel Perruchoud, «un panier vide» et «des portes fermées». Ce qui n'a rien de vraiment étonnant: en charge du dossier, le conseiller d'Etat Jean-René Fournier avait prévenu qu'il ne se présenterait pas devant le Grand Conseil en deuxième lecture «les mains liées par des négociations avec la FMEF».

Les fonctionnaires avaient prévenu aussi: si le dossier n'évolue pas, un plan B serait actionné. Ce plan, le voilà donc, avec, outre les mesures déjà mentionnées, de possibles recours individuels «qui pourraient paralyser le processus d'assainissement». Michel Perruchoud estime que la FMEF ne réclame «qu'une transition en douceur». A savoir un délai de dix ans pour passer au nouveau système, au lieu des deux prévus par le gouvernement, ainsi que diverses mesures d'accompagnement.

Klage gegen Adolphe Ribordy

Vorwurf der Ehrverletzung erhoben

Wallis. – Der Zentralverband der Walliser Magistraten, Lehrer und Beamten bezichtigt den Walliser Journalisten Adolphe Ribordy der Ehrverletzung.

Adolphe Ribordy, renommierter Unterwalliser Journalist und FDP-Mitglied, sieht sich mit dem Vorwurf der Ehrverletzung konfrontiert. Der Zentralverband der Walliser Magistraten, Lehrer und Beamten (ZMLB) hat gegen ihn Strafanzeige beim Unterwalliser Untersuchungsrichter eingereicht. Dies teilte die Westschweizer Tageszeitung «Le Matin» vergangenen Samstag mit. Der Chefredak-

tor der liberalen Unterwalliser Zeitung «Confédéré» soll den ZMLB in einem Artikel als «faschistische und dem Vichy-Regime nahe stehende Organisation» bezeichnet haben. Für Michel Perruchoud, Generalsekretär des ZMLB, wird das Urteil des Gerichts wegweisend sein: Wenn die Anzeige abgelehnt werde, sei das ein Freipass für Ehrverletzungen jedwelcher Art durch die Presse, sagte er gegenüber «Le Matin». Adolphe Ribordy und sein Anwalt Léonard Bender zeigten sich unbeeindruckt. Sie seien überzeugt davon, dass sie vor dem Untersuchungsrichter Recht bekommen würden.

Die CVPO-Fraktion vor der September-Session

Die Zahlungsverfahren der Nationalstrassen im Brennpunkt

Die CVPO Fraktion traf sich am 6. September 2006 in der Simplonhalle, um die September-Session des Walliser Gross-
PARTEIENFORUM
 sen Rates vorzubereiten. Nebst Vorlagen, die eher die Herzen der Juristen im Grossen Rat höher schlagen lassen, ist mit den Zahlungsverfahren der Nationalstrassen auch eine politisch brisante Vorlage traktandiert. Die Fraktion besuchte im Anschluss an die Sitzung die OGA.

Revision Kantonsverfassung: Ja zur Zweckmässigkeit
 Artikel 87 der Kantonsverfassung soll revidiert werden. Nebst der Vorverlegung des Termins der Gemeindewahlen stehen auch das System der Gemeindewahlen und die Länge der Legislatur zur Diskussion. Die CVPO ist der Auffassung, dass diese Punkte in zwei Lesungen im Grossen Rat behandelt werden sollen, ohne sich bereits heute in der Sache festzulegen.

Einführungsgesetze mit einer Ausnahme unbestritten
 Die Leitplanken für das kantonale Einführungsgesetz sind durch die schweizerischen Gesetzgebungen weitgehend vorgegeben. Zu differenzierter Ansicht führt beim Jugendstrafrecht einzig die Frage der Angliederung der Sozialarbeiter an die Jugendrichter oder an das kantonale Jugendamt. Beide Varianten haben ihre Vor- und Nachteile. Aber auch für den vorgeschlagenen Kompromiss kann sich die CVPO aufgrund der heutigen Informationslage nicht besonders erwärmen. Es scheint, dass sowohl das Jugendamt als auch die Justiz die Decke jeweils auf ihre Seite ziehen wollen. Die Fraktion konnte sich deshalb nicht definitiv festlegen und wird zusätzliche Abklärungen machen.

Baukredit Berufsschule Visp
 Die CVPO sagt ja zum Baukre-

dit. Teile der Fraktion bemängeln aber die Qualität der Unterlagen, die das Departement dem Grossen Rat zur Beurteilung vorlegt. Das Bedürfnis für den Neubau (Entwicklung Schülerzahlen, räumliche Bedürfnisse etc.) müsste solider untermauert werden.

Interessenkollision programmiert
 Die CVPO stellt grundsätzlich in Frage, ob die Funktion von Staatsrat Roch als Präsident des Stiftungsrates des Instituts Kurt Bösch mit der gleichzeitigen Funktion als Geldverteiler an dieses Institut vereinbar ist. Als Übergangslösung für die Sanierung des Instituts mag dies akzeptabel sein, längerfristig muss der Staatsrat jedoch über die Bücher gehen.

Bericht zu den Zahlungsverfahren
 Die CVPO kommt in ihrer Beurteilung dieses Dossiers zur Beurteilung, dass die Involvierten auf allen Ebenen Fehler gemacht haben. Die volle Wahrheit wird wohl nie an den Tag gelangen. Gemäss Kriterien des Finanzinspektorates scheinen die ungerechtfertigten Vorauszahlungen jedoch nicht die Regel gewesen zu sein. Im Baudepartement wurden hingegen zahlreiche Mängel zu Tage gefördert. Es ist festzuhalten, dass die Mitarbeiter der Nationalstrassen auf allen Stufen nach heutigem Kenntnisstand ohne böswillige Absicht und in gutem Treu und Glauben handelten. Verschiedene Artikel in der schweizerischen Presse zeigen, dass die Praxis der Vorauszahlung schweizweit gängig ist. Weder in der Sektion Oberwallis der Nationalstrassen noch bei den bezahlten Unternehmen aus dem Ober- und dem Unterwallis fand eine Bereicherung statt. Die CVPO verlangt, dass alle betroffenen Personen fair behandelt werden. Sie waren überzeugt, im Interesse und zum Nutzen des Kantons zu

handeln. Die CVPO zeigt sich vor diesem Hintergrund befremdet, wie die Mitarbeiter der Sektion Oberwallis der Nationalstrassen behandelt werden. Vor der Verurteilung durch den Richter werden ihnen die Löhne gekürzt und sie wurden faktisch zurückgestuft. Diese Mitarbeiter erfüllen ihre Aufgaben mit Einschränkungen wie bis anhin und sorgen dafür, dass der Nationalstrassenbau im Oberwallis weitergeht. Die CVPO hat den Eindruck, dass in den verschiedenen Dienststellen mit unterschiedlichen Ellen gemessen wird. Die CVPO ist der Auffassung, dass man jetzt den Blick in die Zukunft richten soll. Die Fehler und Mängel sind zu korrigieren. Der Staatsrat muss gemäss Auftrag der GPK umgehend Massnahmen ergreifen, um das Ruder wieder in die Hand zu bekommen. Der Untersuchungsrichter muss möglichst rasch zu einem Urteil gelangen, damit die völlige Verunsicherung auf allen Ebenen aufhört. Die Autobahn im Oberwallis muss im Interesse der Leute und der Wirtschaft zügig gebaut werden. Dies geht nur bei intakten Strukturen im Nationalstrassenbau. Die Selbstzerfleischung und die Grabenkämpfe nützen letztendlich wohl niemandem. Vielleicht müsste man wie in anderen Bereichen eine Mediation der involvierten Kreise organisieren, um die Angelegenheit wieder auf die Schiene zu bekommen. Die CVPO ist zur Einsetzung einer PUK beim heutigen Kenntnisstand und bei noch laufenden Untersuchungen deshalb skeptisch bis ablehnend eingestellt. Sie glaubt im Moment nicht daran, dass eine PUK aufgrund der Untersuchungsergebnisse der GPK und des FI zu neuen Erkenntnissen gelangen wird. Sie sieht einer PUK jedoch gelassen entgegen, falls sich der Grosse Rat dafür entscheidet.

Beat Abgottspon
Fraktionspräsident CVPO

Bericht der CSPO-Fraktion zur September-Session

CSPO gegen Einsetzung einer PUK bei der Sektion Nationalstrassen

Die CSPO-Fraktion tagte in Ried-Brig im Alters- und Pflegeheim Santa Rita und bereitete die Geschäfte der September-Session vor.

PARTEIENFORUM
Bericht der GPK über Zahlungsverfahren Sektion Nationalstrassen

Die CSPO-Fraktion hat die Ausführungen und die Schlussfolgerungen der GPK mit Interesse zur Kenntnis genommen. Die Ausführungen sind detailliert und die Ergebnisse überraschend. Entscheidend ist, dass die GPK zum Schluss kommt, dass keine persönlichen Bereicherungen festgestellt werden konnten. Überrascht zeigte sich die CSPO-Fraktion andererseits über die Tatsache, dass auch schwerwiegende administrative Mängel im Unterwallis festgestellt worden sind. Gleichzeitig befasste sich die CSPO-Fraktion mit einer allfälligen Einsetzung einer PUK. Die Aufgabe einer PUK besteht darin, die politische Verantwortung aufzuzeigen. In diesem Sinne verfügt die PUK nicht über wesentlich andere Mittel als die GPK. Deshalb stellte sich für die CSPO-Fraktion auch die Frage des Nutzens einer PUK. Kommt hinzu, dass parallel dazu ein Strafverfahren läuft, in welchem sich die Betroffenen verantworten müssen. Schliesslich laufen gegen die Angestellten Disziplinarverfahren. Nach einer kontrovers geführten Diskussion hat sich die CSPO-Fraktion deutlich gegen die Einsetzung einer parlamentarischen Untersuchungskommission ausgesprochen. Eine weitere Verzögerung in der Ausführung der A9 im Oberwallis können wir uns schlicht und

einfach nicht leisten. Die wirtschaftlichen Folgen und der Imageschaden für das Wallis sind enorm. Hinzu kommen die Kosten einer PUK. Die CSPO-Fraktion verlangt, dass die Arbeitsverhältnisse der Betroffenen geklärt werden und dass wieder Ruhe auf den Baustellen im Oberwallis einkehrt. Die CSPO-Fraktion folgt den Vorschlägen der GPK und unterstützt gleichzeitig die von der GPK eingebrachte Motion.

Strafgesetzbuch und Jugendstrafrecht
 Am 1. Januar 2007 werden der revidierte Allgemeine Teil des Strafgesetzbuches sowie das Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht in Kraft treten. Die Kantone sind verpflichtet, zur Anwendung der neuen Bestimmungen einerseits die Behörden und andererseits das Verfahren zu bestimmen. Diese Zwecke verfolgen die zwei Einführungsgesetze, einerseits zum Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht und andererseits zum Schweizerischen Strafgesetzbuch. Die CSPO-Fraktion folgt in beiden Geschäften den Anträgen der Kommission. In diesem Zusammenhang unterstützt die CSPO die doppelte Angliederung des Sozialdienstes, nämlich an die Dienststelle für die Jugend und an das Jugendgericht. Entscheidend ist, dass die zusätzlich erforderlichen Personalressourcen nicht über Neuanstellungen, sondern über interne Reorganisationen und Anpassungen der Pflichtenhefte innerhalb der Verwaltung besetzt werden. In diesem Sinne unterstützt die CSPO-Fraktion das Prinzip der Kostenneutralität, wie es vom Staatsrat dargelegt worden ist. Nach Ablauf ei-

ner zweijährigen Versuchsphase wird zu eruieren sein, wo die neuen Bestimmungen konkret zu einem Mehr- oder Minderaufwand geführt haben.

Revision der Kantonsverfassung – Zweckmässigkeit
 Art. 87 der Kantonsverfassung befasst sich mit den Gemeinde- und Bürgerwahlen, wobei Details wie Termin, Wahlsystem, Amtsantritt und Rechtsmittelverfahren thematisiert werden. Dieses Geschäft geht zurück auf eine Motion zur Änderung des Datums der Gemeinde- und Bürgerwahlen. Die CSPO-Fraktion unterstützt die Stossrichtung des Staatsrates, welcher vorschlägt, Art. 87 in seiner Gesamtheit anzupassen. Im Wesentlichen geht es um das Datum der Wahlen, den Wahlmodus und die Dauer der Legislaturperiode. Die CSPO-Fraktion unterstützt somit die Zweckmässigkeit.

Verpflichtungskredit für den Neubau der Schulräumlichkeiten der Berufsschule Visp
 Die CSPO-Fraktion ist einhellig der Auffassung, dass dieses Bauvorhaben dringend notwendig ist, um den hohen Qualitätsansprüchen der theoretischen und praktischen Berufsbildung gerecht zu werden. Aus diesem Grund spricht sich die CSPO für die Gewährung des Verpflichtungskredites aus und drängt auf eine rasche Realisierung.

Weitere Geschäfte
 Die übrigen Geschäfte waren in der CSPO-Fraktion unbestritten. Die Fraktion folgt den Kommissionsanträgen.
Gilbert Loretan
CSPO-Fraktionspräsident

Regierung muss Staatsrat Rey-Bellet das Dossier A9 entziehen!

Fraktionsbericht der SPO zur September-Session

Im Zentrum der Septembersession des Grossen Rates steht der Bericht der Geschäftsprüfungs-kommission zum Autobahnbau. Die seit sechs Jahren andauern-

PARTEIENFORUM

den Unregelmässigkeiten im Departement Rey-Bellet sind im Bericht fein säuberlich aufgelistet. Eine PUK wird diese Liste mit grosser Wahrscheinlichkeit ins Unterwallis verlängern. Aufgrund der Schlussfolgerungen der GPK verlangt die SPO Fraktion, dass die Regierung Staatsrat Rey-Bellet das Dossier A9 entzieht. Staatsrat Rey-Bellet zeigt sich auch nach dem Bericht der GPK uneinsichtig. Obwohl die GPK die seit Jahren andauernden Unregelmässigkeiten in seinem Departement und vorab in der Dienststelle der Nationalstrasse in ihrem Bericht aufgelistet hat, setzt Rey-Bellet weiterhin auf die Strategie: nichts gesehen,

nichts gehört, nichts gesagt. Dass er der grosse Zampano ist, der die A9-Affäre der Vorauszahlungen aufgedeckt hat, nimmt ihm nach dem GPK-Bericht niemand mehr ernsthaft ab. In den letzten Jahren folgten die Pannen, Pech und Pleiten im Departement Rey-Bellet in schöner Regelmässigkeit. Mehr noch: Statt sich vor seine Mitarbeiter zu stellen und die politische Verantwortung für die A9-Affäre zu übernehmen, stellt er fünf Beamte ins Schaufenster.

Regierung muss Konsequenzen ziehen
 Die GPK kommt in ihrem Bericht zum Schluss, dass die Organisation der Departemente und der Verwaltung in der Kompetenz des Staatsrats liegt. Die GPK fordert die Regierung auf, unverzüglich konkrete Massnahmen in den Bereichen Organisation, Ressourcen und Personal beim Departement von Rey-Bel-

let zu ergreifen. Im Klartext bedeutet das für die SPO Fraktion nichts anderes, als dass die Regierung Staatsrat Rey-Bellet das Dossier Autobahn Oberwallis entziehen muss. Die SPO Fraktion unterstützt die Motion der GPK, nach welcher die Regierung schriftlich auf die Forderungen der Oberaufsichtskommissionen antworten muss. Der Grosse Rat wird diese schriftliche Antwort debattieren und darüber abstimmen, ob er mit der Antwort der Regierung einverstanden ist. Falls die Antwort der Regierung für das Parlament unbefriedigend ausfällt, geht das Dossier zurück an den Absender zur Neubearbeitung. Nur so kann garantiert werden, dass die Berichte der Oberaufsichtskommissionen nicht in irgendeiner Regierungs-Schublade verstauben und im Staate alles beim Alten bleibt.

German Eyer
Fraktionschef SPO

FDPO zur September-Session

Sessionsausblick

Die Vertreter der FDP Oberwallis im Grossen Rat haben sich zur Vorbereitungssitzung der September-Session 2006 im
PARTEIENFORUM

Restaurant Du Pont in Brig getroffen. Dabei wurden folgende Entscheide getroffen:
 Der Grosse Rat hat sich anlässlich der Zweckmässigkeitsdebatte zur Änderung der Kantonsverfassung betreffend das Datum der Gemeinde- und Bürgerwahlen, den Wahlmodus sowie die Dauer der Legislaturperiode zu äussern. Die Verfassung legt heute fest, dass die Gemeinde- und Bürgerwahlen «am ersten Sonntag Dezember» stattfinden. Durch die Einführung der generellen brieflichen Stimmabgabe und den damit zusammenhängenden Fristen ist dieser Termin nicht oder nur schlecht praktikabel. Deshalb begrüsst die FDPO die Vorverschiebung der Gemeinde- und Bürgerwahlen um einige Wochen. Nach Ansicht der FDPO sollte der Termin der Wahlen nicht mehr in der Verfassung, sondern im Gesetz festgehalten werden. Betreffend den Wahlmodus sowie die Dauer der Legislaturperiode ist die FDPO für die Beibehaltung der heutigen Regelungen. Wir erachten die «Bevorzugung» des Proporzsystems als wichtiges Mittel zum Schutz der politischen Minderheiten. Die vierjährigen Legislaturperioden für Gemeinde- und Kantonswahlen machen unter anderem Sinn, da die Eidgenössischen Wahlen ebenfalls alle

vier Jahre stattfinden. Des weiteren unterstützt die FDPO die Verschiebung der Kantonalen Wahlen vom Frühjahr auf den Herbst, da damit ein grösserer Abstand zu den Gemeinde- und Bürgerwahlen entsteht. Denn heute finden die Kantonalen Wahlen nur drei Monate nach den Kommunalen Wahlen statt.

Zahlungsverfahren der Nationalstrassen
 Die FDPO hat den Bericht der Geschäftsprüfungs-kommission (GPK) betreffend die Zahlungsverfahren der Sektionen der Nationalstrassen zur Kenntnis genommen. Es stellt sich nun die Frage, ob eine Parlamentarische Untersuchungskommission (PUK) die Thematik der Vorauszahlungen und die Verantwortlichkeiten weiter untersuchen soll. Die FDPO vertritt die Ansicht, dass von einer PUK nicht allzu viel zu erwarten ist, dass sie aber trotzdem eingesetzt werden sollte, da dies ein wichtiges Zeichen gegenüber der Öffentlichkeit ist. Dies gilt vor allem auch gegenüber der Schweizer Bevölkerung, weil die Nationalstrassen zu einem grossen Teil durch Bundesgelder finanziert werden. Eine Ablehnung der PUK könnte den Eindruck entstehen lassen, dass man im Wallis etwas zu verbergen hat bzw. etwas nicht aufdecken will. Als Minimallösung bzw. Alternative zur PUK wäre für die FDPO die Erweiterung des Mandats der GPK denkbar, da die GPK bereits Untersu-

chungen vorgenommen hat und dadurch relativ einfach diese weiterführen könnte. Aus Sicht der FDPO ist es wichtig, dass es eine Untersuchung gibt; die Form (PUK oder GPK) ist zweitrangig.

Berufsschule Visp
 Die FDPO unterstützt die Gewährung eines Verpflichtungskredites für den Neubau von Schulräumlichkeiten sowie Umbauten an den bisherigen Gebäuden der Berufsschule Visp. Die gesamten Kosten sind mit rund 12,6 Millionen Franken veranschlagt; der Anteil des Kantons Wallis daran beträgt etwa 7,8 Millionen Franken. Das Projekt ist wichtig, um Probleme bei den Räumlichkeiten zu lösen und um eine gute Ausbildung zu ermöglichen.

Jugendstrafrecht
 Die Hauptfrage beim Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht ist, ob die Sozialarbeiter ans Jugendgericht oder eine andere Institution angegliedert werden sollen. Die von der Kommission vorgeschlagene Variante, die in einer doppelten Angliederung (d.h. unterschiedlichen administrativen und funktionellen Angliederung) besteht, achtet die FDPO als wenig sinnvoll. Die FDPO spricht sich für eine direkte Angliederung der Sozialarbeiter ans Jugendgericht aus.

FDP Oberwallis
Matthias Egel, Grossrat

Kommen Sie mit uns?

Visp – Törbel – Stalden
 Am Donnerstag, 14. September 2006, organisiert Valrando unter der Leitung von Maria Kenzelmann und Meni Viotty eine Wanderung. Sie dauert fünfeinhalb Stunden und weist einen Aufstieg von 1069 und einen Abstieg von 921 m auf. Die Teilnehmer treffen sich um 8.00 Uhr am Bahnhof Visp. Um 16.39 Uhr findet der Ausflug in Visp sein Ende. Anmeldungen werden bis Mittwochmittag 12.00 Uhr entgegengenommen. Die Teilnehmer werden gebe-

ten, sich bei jeder Witterung unter der Nummer 0900 55 60 30 Code 19510 zu erkundigen, ob

die Wanderung stattfindet oder ob es mögliche Änderungen gibt.

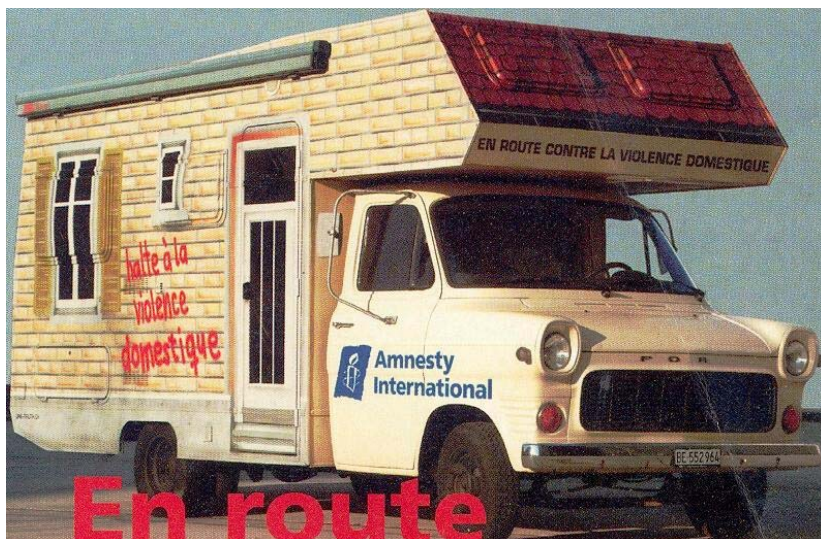




Remise de la pétition contre la violence domestique des mains de Magaly Hanselmann à Albert Bétrisey

Plus de 2000 personnes ont signé en deux semaines la pétition d'Amnesty International qui a été remise le 12 septembre 2006 au Grand conseil valaisan, à l'ouverture de sa session.

Un succès qui va de pair avec l'excellente fréquentation du mobile home "En route contre la violence domestique", dont la tournée en Valais s'est terminée le 7 septembre. *Nous avons reçu un accueil très favorable de la population à notre pétition et nous avons recolté des témoignages poignants de femmes et d'hommes victimes de violence*, relève Magaly Hanselmann, coordinatrice de la tournée. Amnesty International recommande aux autorités valaisannes d'adopter une loi spéciale sur la violence conjugale qui règle non seulement la question de l'expulsion du domicile, conformément au nouveau droit fédéral, mais qui donne aussi un ancrage durable au projet cantonal d'intervention.



Des réponses à la délinquance juvénile!

LÉGISLATION ► Le Parlement valaisan prêt à se doter de nouvelles armes pour lutter contre les infractions commises par des mineurs.

PASCAL GUEX

«C'est une réponse bien tardive à l'explosion des infractions commises par des mineurs. Tardive, mais indispensable!» Jean-René Fournier s'est réjoui hier de voir le Parlement soutenir comme un seul homme l'effort du gouvernement dans sa lutte contre la délinquance juvénile.

Les députés ont ainsi été unanimes à accepter l'entrée en matière sur trois objets touchant de près le quotidien d'adolescents ou de jeunes adultes en proie à de grosses difficultés: à savoir «la loi d'application de la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs» (deuxième lecture); «le projet de loi concernant l'adhésion du canton du Valais au concordat du 24 mars 2005 sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands et partiellement du Tessin» (première lecture) ainsi que le projet de loi concernant l'adhésion de notre canton à un autre concordat: celui du 10 avril 2006 «sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et jeunes adultes dans les cantons latins» (première lecture). Ces nouvelles armes législatives doivent per-

mettre à notre canton d'améliorer la prise en charge de ces jeunes délinquants sans générer de dépenses supplémentaires. Notamment par le biais de contrats de collaboration inter-cantonale. Le concordat du 24 mars 2005 prévoit ainsi la réalisation de trois établissements pour jeunes.

Du simple au double

Pionnier en la matière, le Valais a montré la voie à suivre à Pramont en réalisant une structure de 23 places permettant le placement éducatif des garçons. Neuchâtel devrait suivre en créant une institution de 16 places destinée aux jeunes filles alors que nos voisins vaudois se sont engagés à mettre à disposition un établissement de 56 places pour l'exécution des détentions avant jugement de longue durée. Plusieurs voix se sont d'ailleurs élevées hier au sein du Parlement valaisan pour inviter le Conseil d'Etat à faire accélérer le mouvement de concrétisation de ce concordat.

Autre amélioration souhaitée par le Conseil d'Etat ainsi que par la 2e commission présidée par le député Nicolas Voide (PDC du Bas) et qui sera



En ouvrant le centre éducatif de Pramont en 2003, le Valais a fait œuvre de pionnier en Suisse romande. MAMIN

rediscutée demain jeudi: l'application de la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs. Ce texte inscrit notamment dans la loi une juridiction des mineurs se composant de juges, trois suppléants, treize juges assesseurs, des greffiers ainsi que d'un service social de trois personnes. Des assistants sociaux qui devraient dépendre aussi bien du juge des mineurs que du service de la jeunesse.

Tel est en tout cas le souhait de la commission Voide et du conseiller d'Etat Jean-René

Fournier qui doivent composer avec l'exigence d'un budget zéro! «Une hérésie», aux yeux du député radical Alexis Turin. «Comment voulez-vous être plus efficace sans engager des moyens supplémentaires alors que la délinquance juvénile a explosé ces dernières années?»

Le chef du Département des finances, des institutions et de la sécurité a d'ailleurs rappelé hier qu'en Suisse, «on est passé de 7000 condamnations de mineurs au début des années nonante à plus de 15 000 l'année dernière».

ZIGZAG PARLEMENTAIRE

ÉLECTIONS COMMUNALES

Vers la révolution

Véritable institution dans notre canton, les élections municipales et bourgeoises devraient très vite accélérer leur mue afin de pouvoir s'adapter aux temps modernes. Hier, les députés valaisans ont en tout accepté à l'unanimité «l'opportunité de réviser l'article 87 de la Constitution cantonale». Celui qui justement régleme ces échéances électorales. C'est que l'introduction et le succès du vote par correspondance fait... problème. «La date du scrutin fixée par la Constitution au 1er dimanche de décembre ne permet pas de concilier le système d'élection (majoritaire à deux tours) avec l'introduction du vote par correspondance généralisé.» D'où la proposition du gouvernement de revoir l'organisation de ces échéances. Certains députés ont souhaité que notre canton profite de ce débat pour aller bien plus loin dans cette opération de dépoussiérage. Notamment en augmentant la durée des mandats de nos élus communaux qui passerait de 4 à 5 ans. Une évolution déjà acceptée par nos voisins vaudois. Le Parlement est appelé à statuer très rapidement sur ce dossier, les prochaines élections municipales et bourgeoises étant programmées pour... décembre 2008.

RYTHME DES SESSIONS

La pique du Grand Baillif

Très en verve à l'heure de lancer cette session de septembre, le président du Grand Conseil Albert Bétrisey s'est ému du rythme de travail imposé aux parlementaires valaisans. «L'automne sera très riche: la santé; les caisses de prévoyance; le tourisme; les cours d'eau... puis en novembre et décembre, le budget! Le rythme effréné soudainement imprimé par le Conseil d'Etat sera difficile à gérer.» Surtout pour des politiciens de milice, si bien intentionnés soient-ils. Et le Grand Baillif de se demander si le gouvernement n'y est pas allé trop fort au moment d'arrêter sa planification semestrielle. «Le Parlement et ses commissions – qui ont planifié leurs tâches – ne souhaitent pas se laisser mettre sous pression pour rattraper l'éventuel retard pris. Les députés tiennent à travailler sereinement. Il en va de la qualité de nos débats et de la crédibilité de l'institution.» Voilà qui a le mérite d'être clair. PG

Neuerungen bei Gemeindewahlen

Der Walliser Grosse Rat begann seine September-Session mit der Neuorganisation der Gemeinderatswahlen

Aus dem Walliser Grossen Rat



Die Gemeinderatswahlen müssen auch auf Verfassungsebene der Möglichkeit der brieflichen Wahl angepasst werden. Bei dieser Gelegenheit hat sich der Grosse Rat auch Gedanken im Zusammenhang mit der Bestellung der Gemeindebehörden gemacht. So ist das Wahlsystem, die Länge der Amtsdauer und der Zeitpunkt der kommunalen Wahlen zur Sprache gekommen.

Foto wb

Sitten. – Die neu eingeführten brieflichen Wahlen und Abstimmungen machen eine Anpassung der Kantonsverfassung zu den Gemeinderatswahlen nötig. Bei dieser Gelegenheit sind im Grossen Rat auch andere Reformpunkte zur Sprache gekommen wie das Wahlsystem für die kommunalen Wahlen, der Zeitpunkt dieser Wahlen und die Länge der Amtsdauer für Gemeindebehörden.

Bisher war der zeitliche Fahrplan der Gemeinderatswahlen einfach: Am ersten Dezember-Wochenende wurden die Gemeinderäte bestellt, gefolgt von den Präsidentenwahlen, und vor den Festtagen waren die neuen kommunalen Behörden bestellt, die dann gleichzeitig mit dem Jahreswechsel die politischen Geschäfte übernehmen konnten. Dieser Fahrplan ist nun zu eng, seit die briefliche Stimmabgabe ermöglicht wurde. Darum muss die Kantonsverfassung in Artikel 87 angepasst werden. Gleichzeitig schlägt die Regierung Neuerungen wie eine fünfjährige Amtsperiode vor.

Reformen bei Gemeinderatswahlen

Mehr Flexibilität bei den Gemeinde- und Bürgerwahlen bezüglich der Termine und der Länge der Legislaturperiode sollen durch eine Revision von Artikel 87 der Kantonsverfassung ermöglicht werden. Die Revision geht auf eine Motion zurück, die eine Änderung der Modalitäten dieser Wahlen verlangte. Dies vor dem Hintergrund der neu eingeführten brieflichen Wahl vor drei Jahren. **Felix Ruppen** (CVP Oberwallis) verweist darauf, dass die Termine für die briefliche Wahl und Abstimmung bei den Majorzwahlen nicht eingehalten werden kann. Daher braucht es Anpassungen. Die CVPO ist offen für Reformen beim Wahlmodus und beim Wahltermin. Die freisinnige Fraktion durch **Enrique Caballero** gibt der Hoffnung Ausdruck, dass man auch das E-Voting in den Reformprozess einbezieht. Dazu soll das Proporzsystem bei den Gemeinderatswahlen beibehalten

und gefördert werden. Eine Legislaturperiode von fünf Jahren wäre eine gute Lösung. Eigentlich braucht es eine Totalrevision der Kantonsverfassung. Für die Gemeindewahlen von 2008 sollten die Reformen in Kraft sein. Die CVP Mittelwallis spricht sich für eine grösstmögliche Flexibilität beim Wahlsystem aus und gegen eine Privilegierung des Proporz.

Majorz oder Gemeindengrössern?

Philipp Schnyder (CSP Oberwallis) begrüsst die Abänderung der Kantonsverfassung. Richtig ist, dass man nicht nur die Konsequenzen aus der brieflichen Wahl behandelt, sondern im Sinne einer Grundsatzdiskussion auch andere Aspekte in die Diskussion bringt. Der Proporz wird heute zu Unrecht bevorzugt; gerade für kleinere Gemeinden ist das Majorzsystem eine durchaus taugliche Lösung. Eine Verlängerung der Legislatur auf fünf Jahre wäre zu begrüssen. Es

braucht aber eine Übereinstimmung mit den anderen Behörden wäre eine gute Lösung. **Susanne Hugo Lötscher** (SP Oberwallis) findet, dass sich eine Diskussion um die Dauer der Mandate erübrigt, solange sich auf diesem Gebiet auf eidgenössischer Ebene nichts tut. Eine Revision der Wahlkreise im Kanton drängt sich hingegen klar auf. Das Problem liegt bei den zu kleinen Gemeinden und den zu kleinen Wahlkreisen (Bezirke) und nicht beim Wahlsystem oder bei andern Regelungen. **Matthias Eggel** (FDP Oberwallis) findet, dass es tatsächlich mehr Flexibilität beim Wahltermin braucht. Die FDPO will die heute in der Verfassung verankerte Bevorzugung des Proporz beibehalten. Für den Wechsel zum Majorz sollen nach wie vor hohe Hürden gelten. Es geht um den Schutz der politischen Minderheiten. Die heutige vierjährige Legislaturperiode ist so lange angebracht, als dass sie auch andere Behörden kennen. Die Verschiebung

der kantonalen Wahlen vom März auf den Herbst ergibt einen Sinn. Die heute gegebene terminliche Nähe der kantonalen und der kommunalen Wahlen stellt die Parteien vor eine schwierige Situation.

Im Grundsatz alle einverstanden

Kommissions-Vizepräsident Felix Zurbriggen (CVP Oberwallis) stellt fest, dass die vorgeschlagene Verfassungsänderung im Grundsatz nicht bestritten ist. **Staatsrat Jean-René Fournier** begrüsst es, dass alle Fraktionen mit der Zweckmässigkeit der Verfassungsänderung einverstanden sind. Die Regierung betrachtet es als angebracht, dass anlässlich der Verfassungsrevision auch über die Dauer der Amtsperiode und über den Wahlmodus diskutiert wird. Beim Wahlsystem und bei der Länge der Legislaturperiode gehen die Meinungen im Rat indes stark auseinander. Der Rat beschliesst die Zweckmässigkeit der Abänderung von Ar-

tikel 87 der Kantonsverfassung mit 115 zu 0 Stimmen.

Jugendstrafgesetz und Strafgesetzbuch

Der Rat behandelt anschliessend in zweiter Lesung zwei Einführungsgesetze, nämlich das zum Jugendstrafrecht und das zum Schweizerischen Strafgesetzbuch. In beiden Fällen geht es um den Vollzug von revidierten Bundesgesetzen auf kantonaler Ebene. Diese treten auf den 1. Januar 2007 in Kraft. An den Kantonen ist es, die zur Anwendung der neuen Bestimmungen nötigen Einrichtungen

zu bestellen und Verfahren zu definieren. Beide Vorlagen bleiben bis auf Einzelheiten unbestritten. Der zusätzliche Personalbedarf soll über einen Juristenpool bestritten werden. Es gilt der Grundsatz der Budgetneutralität. Eintreten auf die Vorlage bleibt unbestritten. Weiter diskutiert der Rat den Beitritt zu verschiedenen interkantonalen Konkordaten im Strafvollzug. Abschliessend behandelt er die Änderung des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch und zur Zivilprozessordnung. **lth**

Gemeindeschreiber entlassen

Angestellter bediente sich aus der Kasse der Gemeinde Randogne

Randogne. – Der Präsident von Randogne muss sich nach einem neuen Gemeindeschreiber umsehen. Sein Angestellter hat sich an der Gemeindekasse vergriffen.

Es war am vergangenen Donnerstagabend, als Präsident Paul-André Clivaz von Bekannten die Information erhielt: Der Gemeindeschreiber habe Geld aus der Kasse entwendet. Clivaz informierte sofort das Kantonale Finanzinspektorat und kontrollierte die Kasse. Der Verdacht bestätigte sich. Rund 2700 Franken fehlten. Er habe am darauffolgenden Nachmittag den Gemeindeschreiber zu sich zitiert, ihn über seine Entlassung in Kenntnis gesetzt und ihm die Schlüssel abgenommen, erklärte Clivaz gegenüber der Unterwalliser Tageszeitung «Le Nouvelliste». Das Finanzinspektorat überprüft nun die Buchhaltung der unterhalb von Crans-Montana gelegenen Gemeinde Randogne. Ob der Gemeindeschreiber mehr als die 2700 Franken entwendet hat, steht derzeit noch nicht fest. Clivaz geht nicht davon aus, dass dies der Fall ist. Dazu habe sich auch in der Vergangenheit viel zu wenig Geld in der Kasse befunden.

Zuerst Conthey jetzt Randogne

Es ist bereits das zweite Mal innerhalb eines Monats, dass eine Unterwalliser Gemeinde ihren Angestellten wegen Betrugs entlassen muss. Mitte August flog in Conthey ein falscher Buchhalter auf. Er hatte nicht nur seine Diplome gefälscht, sondern die Gemeinde auch noch um 100 000 Franken betrogen. Trotzdem kann die Affäre in Randogne mit jener in Conthey kaum verglichen werden. So zumindest sieht das Gemeindepräsident Clivaz. Der Grund: Der in Randogne entwendete Betrag sei viel bescheidener als dies in Conthey der Fall gewesen sei, erklärte er gegenüber dem «Nouveliste».

Betroffener Gemeindepräsident

Trotzdem ist Clivaz betroffen. Der Gemeindeschreiber sei so etwas wie seine rechte Hand gewesen. Er, Clivaz, habe ihm vertraut. Die Arbeit seines Angestellten sei immer tadellos gewesen. Die Betroffenheit Clivaz' erstaunt kaum. Der entlassene Gemeindeschreiber arbeitet bereits seit 23 Jahren für die Gemeinde Randogne. **mon**

Parlaments-Splitter

Grossratspräsident Albert Bétrisey absolviert ein Riesenprogramm. Bemerkenswert dabei: Er taucht auch regelmässig und selbst an kleineren Anlässen im Oberwallis auf. Der Mittelwalliser Politiker kennt dabei keine Berührungssängste: Er ist offen, herzlich, liebt den Kontakt mit den Menschen – und er spricht gut Deutsch. Ihm werden gute Aussichten auf den Einsitz in die Walliser Regierung nachgesagt, wenn Staatsrat Claude Roch sich 2009 nach acht Jahren im Amt zurückziehen sollte.

Noch gegen 8.30 Uhr sah es danach aus, als ob die September-Session des Grossen Rates ohne Blumenschmuck auskommen müsste. Beobachter argwöhnten schon, dass die Sparmassnahmen des Kantons nun auch die Legislative und damit die Floristenbranche ereilt haben

könnte. Doch Punkt 8.35 Uhr kam ein dienstbarer Geist mit einem riesigen Strauss anmarschiert. Wie beruhigend. Denn es heisst in der Chanson bekanntlich: L'important c'est la rose. Was zählt, ist die Rose.

Der gestrige Vormittag stand ganz im Zeichen der Juristerei. Immer dann, wenn es um Anpassungen an revidiertes Bundesrecht geht, schwelgen die Spezialisten in der meist reichlich technischen Materie. So auch gestern, als die nötigen Anpassungen im Jugendstrafrecht und im schweizerischen Strafgesetzbuch und Zivilgesetzbuch vorgenommen wurden.

Im Rat überwiegen dieser Tage noch sommerliche Gewänder: Helle Farbtöne, leichte Sakkos, bunte Hemden, farbenfrohe Blusen. Einige Parlamentarier erschienen gar hemdsär-

melig. Die Kleidersitten sind bei der SP am lockersten, bei den bürgerlichen Fraktionen eher strenger. Es überwiegen graue oder gar dunkle Anzüge, wie sie bis vor einigen Jahrzehnten sogar im Bekleidungsreglement des Parlamentes vorgeschrieben waren.

Praktisch in jeder Fraktion gibt es jetzt Abgeordnete, die auf eine Krawatte ganz verzichten. Doch die «Krawattenfreien» sind noch eine kleine Minderheit.

Grossratspräsident Bétrisey zitierte am Anfang den grossen Fabeldichter La Fontaine. «La cigale et la fourmi» Es ist eine Fabel, die von den liederlichen Grillen erzählt, die den ganzen lieben Sommer lang gesungen haben und nicht für den Winter vorgesorgt haben. Ganz so sorglos wie die ohne Unterlass zirpenden Grillen sind die Damen und Herren Abgeord-

neten nun auch wieder nicht. Denn vor allem die Oktober- und November-Sessionen sind reich befrachtet.

Die Regierung, die eben noch kritisiert worden war, weil sie dem Grossen Rat zu wenig handlungsreife Sachgeschäfte vorgelegt habe, drückt nun auf das Gaspedal. Der Rat muss in die Hocke, wenn er das von der Exekutive vorgelegte Programm bis Ende Jahr durchbringen will. Und auch die grossrätlichen Kommissionen haben viel zu tun.

Amnesty International hat gestern Morgen dem Büro des Grossen Rates eine Bittschrift mit 2234 Unterschriften gegen häusliche Gewalt überreicht. Es ist dies auch im Wallis ein aktuelles Thema, wie verschiedene tragische Begebenheiten in jüngerer Vergangenheit zeigen. **lth**

Assez creusé!



LE NOUVELLISTE

SCANDALES DE L'A9 ► Le Grand Conseil a renoncé hier à instaurer une commission d'enquête parlementaire. J.-J. Rey-Bellet, patron des Travaux publics, n'a pas été à la fête pour autant...21



PORTRAITS NOUVELLISTE



«Ces employés se sont moqués de vous, Monsieur Rey-Bellet. Et votre erreur a peut-être été de baisser votre garde.»

RENÉ CONSTANTIN
PRD-PL

«Comme le mieux est parfois l'ennemi du bien, dans cette affaire, on se contentera du bien! L'UDC ne fait pas confiance au juge»

JACQUES MELLY
PDC DU CENTRE

«Des employés mis au pilori avant le jugement... Ce dossier crée un malaise chez les Noirs du Haut qui ne donnent aucun mot d'ordre pour la CEP»

BEAT ABGOTTSPORN
PDC DU HAUT

«Pour les travaux de l'A9, le gouvernement n'assume pas ses responsabilités face aux dérapages administratifs maintes fois signalés.»

GILBERT LORÉTAN
«JAUNE» DU HAUT

«La commission de gestion ne dit pas assez pour accuser et trop pour absoudre. Nous voulons éviter les boucs émissaires. Une CEP est obligatoire.»

JEAN-LUC ADDOR
UDCVR

«Une commission d'enquête parlementaire permettrait de savoir exactement la responsabilité politique du chef du département.»

MARCELLE MONNET
ALLIANCE DE GAUCHE

Rey-Bellet chahuté

A9 ► Le Grand Conseil a refusé la création d'une commission d'enquête parlementaire au sujet des scandales de l'autoroute. Ce qui n'a pas empêché plusieurs députés de critiquer le conseiller d'Etat.

VINCENT FRAGNIÈRE

Le scandale de l'A9 n'aura pas sa commission d'enquête parlementaire (CEP). Hier, 93 députés - sur 125 - ont décidé d'attendre les conclusions de la justice «pour connaître les responsabilités réelles du chef du département et de son chef de service».

Malaise «noire»

Par contre, Jean-Jacques Rey-Bellet a dû faire face à une salve de critiques de tout bord... ou presque, suite au rapport de la commission de gestion.

Du côté du Haut-Valais, les «jaunes» ont stigmatisé le manque de responsabilité du gouvernement «face à des dérapages signalés à maintes reprises». Chez les «noirs», l'attitude face aux fonctionnaires suspendus a créé un certain malaise. «Les mettre au pilori avant le résultat de la justice nous gêne beaucoup», avoue Beat Abgottsporn. A tel point qu'ils ne donneront aucun mot d'ordre quant à la constitution d'une CEP... Les plus virulents envers le conseiller d'Etat ont

évidemment été l'UDC et l'Alliance de gauche, tous deux demandeurs d'une CEP. Marcelle Monnet a estimé que «l'argumentaire donné jusqu'ici pour expliquer les actes des fonctionnaires suspendus est un peu léger et qu'une CEP permettrait enfin de connaître les vraies responsabilités politiques». Pour l'UDC, Jean-Luc Addor a même été jusqu'à remettre en cause «un chef de service qui ne semble pas contrôler beaucoup de choses» et à demander encore une fois une récusation de Jean-Jacques Rey-Bellet dans la gestion des chantiers incriminés. «Cette affaire n'est pas close. Personne ne s'est intéressé au choix d'adjudication de travaux, à l'évolution des gains pour les entreprises concernées. Nous ne sommes pas d'accord avec ces rites sacrificiels qui créent des boucs émissaires...»

Après ces attaques minoritaires, Jean-Jacques Rey-Bellet a dû être soulagé d'entendre le discours subtil de René Constantin, chef des radicaux-libéraux. «Nous ne voulons pas couper des têtes et nous avons

décidé de vous croire, Monsieur Rey-Bellet, lorsque vous avouez ne pas avoir été au courant. Par contre, dans cette affaire, vos employés se sont moqués de vous. Votre erreur a peut-être été de baisser votre garde et de ne pas faire appliquer vos directives. Un feu qui couve est, par définition, toujours traître.»

Pique radicale

Quant aux d.c. du Valais romand, ils reconnaissent «des carences dans la chaîne de décision», dixit Jacques Melly et demandent au gouvernement d'appliquer strictement les conclusions du rapport de la commission de gestion, «qui a permis de parfaitement distinguer entre des paiements anticipés faits sur la base de faux métrés et ce qui convient d'appeler des prépaiements de fin d'année», explique Nicolas Voide. Au parti majoritaire, on préfère donc le travail de la justice à celui d'une CEP. «A condition qu'elle travaille un peu plus rapidement que pour l'affaire d'Ignace Rey». Et une pique de René Constantin, une...



Dans sa réponse au Grand Conseil, Jean-Jacques Rey-Bellet a affirmé que, malgré les critiques, il prendrait exactement les mêmes décisions «si c'était à refaire...» LE NOUVELLISTE

«Certain d'avoir fait juste!»

PASCAL GUËX

La virulence des attaques parlementaires n'a pas eu l'heur de désarçonner le gouvernement. Pas plus que ces piques n'ont provoqué de grosses répliques. Après avoir tout de même «regretté de voir cette affaire ternir l'image du Valais», le président Thomas Burgener s'est ainsi contenté de calmer le jeu en promettant que le Conseil d'Etat se prononcerait sur le rapport de la COGEST, «par écrit, lors de la session d'octobre».

Malmené par les députés, Jean-Jacques Rey-Bellet a pour sa part une nouvelle fois martelé que dans ce dossier des prépaiements, il n'en pouvait mais... Morceaux de défense choisis:

► **LA PROCÉDURE** «Il faut admettre que la procédure en vigueur ne prévoit pas de contrôle de la part du chef du département, comme du chef de service... Ce n'est pas la tâche d'un conseiller d'Etat.»

► **LE SUIVI** «il n'était tout simplement pas possible d'assurer le suivi des travaux et du paiement sur chaque chantier... Depuis une année, nous initions le projet MAGE qui se présente comme un véritable carnet de route, susceptible d'assurer ce suivi.

► **CAS ISOLÉ?** «Je dois redire que Riedberg n'est pas le fruit d'une pratique coutumière. A preuve ma réaction du 9 mars. L'Inspectorat des finances a certes découvert d'autres cas, il fallait s'y attendre! Mais ces deux autres cas dépendaient de la même section, la seule à pratiquer ce système. Parler de pratique généralisée est malhonnête.»

► **LA THÉORIE DU COMLOT** «Il se trouve toujours quelqu'un pour dire: «ils nous cachent quelque chose... le gouvernement savait!» C'est faux. J'aime le travail bien fait et je n'aurais jamais accepté ces pratiques. Je suis bien sûr très malheureux de la tournure des événements, mais je suis certain d'avoir fait juste!»

COMMISSION D'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

93 députés s'y sont opposés

Proposée à travers une motion de l'UDCvr, la création d'une commission d'enquête parlementaire (CEP) «pour enfin déterminer les responsabilités politiques et administratives du conseiller d'Etat et de son chef de service dans l'affaire de l'A9» a été balayée par le Grand Conseil: 93 non contre 29 oui et

3 abstentions. Parmi les députés favorables à cette CEP, on retrouve, en plus des UDC, des députés de l'Alliance de gauche ainsi que les radicaux haut-valaisiens qui ne partageaient pas la position de leur homologue du Bas-Valais.

Signalons encore que Claude-Alain Schmidhalter, député di-

rectement impliqué dans l'affaire du tunnel de Riedberg, n'était pas présent hier matin au Grand Conseil. Sa suppléante a néanmoins voté en faveur de la création d'une CEP, les «noirs» n'ayant pas donné de mot d'ordre au contraire des «jaunes» défavorables à la création de cette commission. vF

PUBLICITÉ

AUDITION LCA Sarl
bien-être
centre acoustique

- Consultation gratuite de votre audition
- Essais gratuits d'appareils
- Conseils et réparations toutes marques

PHONAK
Savia
Entendre sans efforts même en milieux bruyants

Agréé AI, SUVA, AVS, OFAM

SION • avenue de la Gare 7 • tél. 027 323 47 47

Soldéco
revêtements de sols - parquets - rideaux

intérieur votre mérite bien un petit détour!

VENTE - POSE - ENTRETIEN
www.soldeco.ch

venez découvrir notre vaste gamme de parquets et rideaux!
+ nos incontournables nouveautés

Soldéco - Laurent Gaudin - 3977 Granges
T 027 458 60 11 - F 027 458 60 12

LETEMPS

Le Valais politique enterre le scandale du chantier de l'autoroute A9

Valais. Dans l'affaire des paiements anticipés du chantier autoroutier, le Grand Conseil a rejeté une demande d'enquête parlementaire et se contente des promesses du Conseil d'Etat de faire mieux la prochaine fois



Le conseiller d'Etat Jean-Jacques Rey-Bellet devant le Grand Conseil, hier.

Laurent Nicolet

«300 000 francs, ce n'est peut-être pas une grosse somme, mais faut-il vraiment la dépenser pour régler des comptes politiques?» Ces 300 000 francs évoqués par la députée radicale Brigitte Diserens, présidente de la Commission de gestion du Grand Conseil (Cogest), c'est le prix d'une commission d'enquête parlementaire, réclamée par l'UDC pour éclaircir les mystères de l'autoroute A9.

Une affaire, on s'en souvient, de prépaiements pour un montant de 20 millions sur trois chantiers, effectués par le chef de la section haut-valaisanne des routes nationales à un consortium lui aussi haut-valaisan d'entreprises, et sur la base d'informations fausses pour des travaux non encore effectués. Une dénonciation pénale et la suspension de cinq fonctionnaires avaient suivi l'annonce de ce dysfonctionnement par le chef du Département des transports et de l'équipement, Jean-Jacques Rey-Bellet.

Restait à débattre des responsabilités politiques, ce qui fut fait hier au Grand Conseil lors de la discussion du rapport effectué par la Cogest. Les travées haut-valaisannes ont d'abord estimé le chapeau un peu trop grand pour les fonctionnaires incriminés «mis au pilori alors qu'ils ont droit au bénéfice du doute», et pour appeler à ramener, selon les propos du député Gilbert Loretan, «la tranquillité et la sérénité dans le service et ne pas

provoquer ainsi des retards dans la construction de l'A9 qui seraient dommageables pour l'économie et le tourisme».

Côté romand, on se montrait moins empressé à défendre les lampistes haut-valaisans, le radical René Constantin fustigeant «ces soi-disant serviteurs de l'Etat qui se sont moqués du gouvernement et de la population». La socialiste Marcelle Monnet évoquait, elle, «le copinage inévitable dans ce microcosme politique. Dans ce service, les gens sont tous du même bord, ils se connaissent, prennent l'apéro ensemble.»

Le PDC du Valais romand, à l'instar du député Jacques Melly, la jouait profil bas, se contentant là aussi d'évoquer la nécessité «de restaurer un climat de confiance. Comment fonctionner efficacement quand on se trouve dans l'œil du cyclone?» Et de concéder que, certes, il y avait «des responsabilités à établir, des sanctions à prendre», mais qu'une commission d'enquête n'était «pas le meilleur moyen de rétablir la sérénité».

Cette commission d'enquête, le député UDC Jean-Luc Addor la justifie par «l'image inquiétante d'un chef de département expliquant ne pouvoir intervenir dans le processus des paiements et dans le contrôle des travaux, et n'être bon en somme qu'à couper les rubans». Mais de commission d'enquête parlementaire, il n'y aura point, seuls les socialistes suivant l'UDC. Les radicaux, eux, ont baissé pavillon, marquant un spectaculaire changement de mœurs politiques. «La tradition veut qu'un groupe minoritaire comme le nôtre accède à une demande de CEP, mais il y a aussi la voix de la raison, qui demande ce qu'elle pourrait apporter de plus que la Cogest et la justice, à part d'entretenir le flou», a expliqué René Constantin.

Cette attitude radicale peu offensive se base sur un curieux raisonnement s'apparentant à une sorte de pari pascalien: «Le PRD a décidé de vous croire, monsieur le conseiller d'Etat, si vous vous engagez à reprendre en main votre département.» Croire donc Jean-Jacques Rey-Bellet lorsqu'il affirme que ce qui s'est passé n'avait pas son aval et n'était pas une pratique habituelle et tolérée, comme l'affirment les fonctionnaires haut-valaisans.

Lequel Jean-Jacques Rey-Bellet a, comme à l'accoutumée, mis en avant sa bonne foi, y ajoutant un passé sans tache: «Si j'ai réagi immédiatement, c'est bien parce que ce n'était pas habituel. Ceux qui me connaissent, depuis trente ans que je suis au service du canton, savent que j'aime le travail bien fait, et que je suis malheureux de ce qui s'est passé.»

Et de suggérer que si les fonctionnaires avaient eu son accord, «ils auraient des pièces pour le prouver, des e-mails par exemple. Croyez-vous qu'ils se contenteraient de formules vagues du genre, «je suis d'avis que Rey-Bellet devait être au courant?» Enfin, Thomas Burgener, comme président du gouvernement, a accédé à la plupart des demandes de la Cogest – renforcer les contrôles et les procédures, tout faire pour récupérer l'argent des contribuables. Non sans minimiser au passage les fautes commises par les fonctionnaires: «Certaines règles administratives peuvent présenter des contradictions entre elles. Dans la construction, les progrès techniques vont plus vite que les contraintes administratives, souvent vécues par les fonctionnaires comme des freins.» Des fonctionnaires qui, malgré les proclamations diverses de ne pas vouloir accabler des lampistes, se retrouvent dès lors seuls «dans l'œil du cyclone».

Verschiedene Sachgeschäfte

Um- und Neubau der Berufsschule Visp

Der Um- und Neubau der Berufsschule Visp umfasst einen Verpflichtungskredit von insgesamt 12,58 Mio. Franken. Der Bund trägt 3,52 Mio. Franken, die Gemeinde Visp 1,25 Mio. Es geht darum, neue Räumlichkeiten für den Fachunterricht zu schaffen. Dazu werden bestehende Gebäude aus den Jahren 1963 und 1977 umgebaut. Die heutigen Platzverhältnisse und Einrichtungen sind unhaltbar. Es handelt sich um eine erste von insgesamt drei Etappen. Bei den Ateliers wird es eine Koordination zwischen den verschiedenen Berufsschulen brauchen; ebenso bei der Schaffung von Turnhallen. Eintreten bleibt unbestritten.

Globalsumme für universitäre Hochschulen

Der Rat verabschiedet den Beschlussentwurf betreffend die Gewährung einer vierjährigen Globalsumme von 19 Mio. Franken an die universitären Hochschulen. Diese Mittel sind grundsätzlich beschlossen. Wenn der Bund die Mittel erhöht, muss der Kanton einen gleichen Schritt tun. Dies bleibt im Parlament grundsätzlich unbestritten. Einzig die SVP bringt Bedenken an, spricht sich aber für Eintreten aus. Kommissionspräsident **Hans Schwistermann** (CSP Ober-

wallis) betont ebenso wie **Staatsrat Claude Roch** die Bedeutung der Bildung und der Forschung.

Verkauf von Immobilien

Laut **Charles-André Bagnoud** (CVP Mittelwallis) fällt eine Antwort der Regierung auf eine Motion zum Verkauf von Immobilien an Ausländer unbefriedigend aus. Die Regierung bleibt vage und ungenau. Die Motion wird wieder aufgelegt. Gemäss **Staatsrat Jean-Michel Cina** ist eine Arbeitsgruppe am Werk, die sich mit den Folgen der Aufhebung der Lex Koller befasst. Die Lex Koller dürfte erst gegen 2011 entfallen. Die Wartefrist für den Wiederverkauf von Immobilien durch Ausländer an Ausländer beträgt zehn Jahre. Dies stösst auf Kritik der Motionäre. Der Staatsrat will diese Frage noch vertieft abklären. Das Problem stellt sich weniger beim Verkauf von Ausländer zu Ausländer, sondern vielmehr beim Erstkauf durch Ausländer. **Gabriel Luisier** (CVP Unterwallis) präzisiert, dass es den Motionären darum geht, Klarheit zu haben. Die Motion wird im Wortlaut der Motionäre erneut überwiesen und zwar mit 86 zu 22 Stimmen (8 Enthaltungen).

Strategisches Ziel EU-Beitritt

In einer Motion befasst sich

Franz Ruppen (SVP) mit dem strategischen Ziel EU-Beitritt. **Staatsrat Jean-Michel Cina** bezeichnet den EU-Beitritt als eine der möglichen Optionen neben dem bilateralen Weg und dem Alleingang. Der Staatsrat hat sich zu keiner dieser Optionen geäussert. Das Schweizer Volk hat sich mehrfach für den bilateralen Weg ausgesprochen. Es steht keine andere Option zur Debatte. Die Kantonsregierungen haben sich auch als Gremium nicht zum EU-Beitritt geäussert. Die Walliser Bevölkerung hat sich jeweils für die bilateralen Abkommen ausgesprochen.

Auf wann die rauchfreie Verwaltung?

In einer Interpellation erkundigt sich **Lucy Rausis** (SP Linksallianz) über den Zeitplan für ein rauchfreies Zeitalter in sämtlichen Gebäuden des Staates. Sie verlangt die Einführung einer Verwaltung ohne Rauch auf den 1. Januar 2007. **Staatsrat Thomas Burgener** erwähnt, dass die Umsetzung der bereits getroffenen parlamentarischen Entscheidungen vorbereitet wird. Die rauchfreie Verwaltung dürfte Anfang des nächsten Jahres Wirklichkeit werden.

Eine Oberwalliser Motion abgelehnt

Die Oberwalliser Fraktionen

durch **Beat Abgottspon** (CVP Oberwallis) verlangen in einer Motion die Abänderung des kantonalen Strassengesetzes. Für gewisse Strassenkategorien müssen die Gemeinden an die Kostenfinanzierung für Neubau, Korrektur, Ausbau und Unterhalt beitragen. Diese Kategorien werden nach undurchsichtigen Kriterien festgelegt. Aber auch die Bezeichnung der beteiligten Gemeinden geschieht oft ziemlich willkürlich. So muss Stalden für den Stägjtschuggentunnel 1 Mio. Franken bezahlen. Gleichzeitig wird der Ort vom Durchgangsverkehr massiv belastet. Die Oberwalliser Fraktionen schlagen vor, die Strassenlasten gleichmässig auf alle Gemeinden zu verteilen.

Der Kanton soll 85 Prozent der Kosten tragen, alle Gemeinden 15 Prozent. Dies ist ein Akt der Solidarität. **Aldo Resentera** (freisinnig-liberal) bekämpft die Motion. Es braucht eine Gesamtlösung. **Jacques Melly** (CVP Mittelwallis) möchte, dass diese Probleme in einem Postulat behandelt werden. **Beat Abgottspon** ist bereit, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

So können diese Sachfragen in einem grösseren Zusammenhang betrachtet werden. Der Rat überweist das Postulat. **Ith**

A9-Zahlungen: Keine PUK

Der Grosse Rat hat die Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK) abgelehnt

Aus dem Walliser Grossen Rat

Sitten. – Eine Mehrheit des Walliser Grossen Rates findet es nicht nötig, im Zusammenhang mit den umstrittenen Zahlungsverfahren in der Oberwalliser Sektion der Nationalstrassen eine Parlamentarische Untersuchungskommission (PUK) einzusetzen. Der Rat lehnte dies mit 29 zu 93 Stimmen bei 5 Enthaltungen ab.

Der Grosse Rat behandelt zuerst den Bericht seiner Geschäftsprüfungskommission (GPK) zum Zahlungsverfahren in der Oberwalliser Sektion der Nationalstrassen. Anschliessend diskutiert der Rat eine Motion der SVP, welche die Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission (PUK) verlangt.

Es braucht keine PUK

Gilbert Loretan (CSP Oberwallis) stellt fest, dass im A9-Dossier zahlreiche Fehler begangen wurden. Dies obwohl die parlamentarischen Kommissionen in den vergangenen Jahren immer wieder auf Mängel und Lücken hingewiesen hatten. Wenn Schaden entstanden ist, muss er gedeckt werden. Es hat sich aber niemand persönlich bereichert; die Mitarbeiter der Sektion Oberwallis glaubten, im Interesse des Kantons zu handeln. Die CSP Oberwallis kritisiert die Art und Weise, wie man mit den Mitarbeitern umgesprungen ist. Die Situation der Mitarbeiter muss nun endgültig geklärt werden. Das Krisenmanagement des Baudepartementes vermag nicht zu überzeugen. Aber eine PUK braucht es nicht. **Jacques Melly** (CVP Mittelwallis) unterstützt die Schlussfolgerungen der GPK. Wichtig erscheint der CVP Mittelwallis, dass die Arbeiten an der A9 vorangehen. Man muss jetzt im Nationalstrassenbau wieder ein Klima des Vertrauens schaffen. Die GPK hat gute Arbeit geleistet; ihren Schlussfolgerungen ist



Der Walliser Grosse Rat hat gestern mit 29 zu 93 Stimmen (5 Enthaltungen) die Einsetzung einer PUK zur Untersuchung der Vorgänge im Oberwalliser Nationalstrassenbau abgelehnt. Dies hatte eine Motion der SVP verlangt. Foto wb

nachzuleben. Eine Parlamentarische Untersuchungskommission könnte neben dem GPK-Bericht und der Strafuntersuchung keine wesentlich neuen Aspekte zutage fördern. Die CVP Mittelwallis lehnt die Motion der SVP ab.

Die CVPO setzt Fragezeichen

Beat Abgottspon (CVP Oberwallis) erwähnt, dass gemäss Finanzinspektorat auf 13 Baustellen im Ober-, im Mittel- und im Unterwallis nicht alles korrekt ablief. Auf drei Baustellen im Oberwallis wurden Vorauszahlungen geleistet, ohne dass dafür eine Gegenleistung vor-

lag. Dies geschah aufgrund von falschen Informationen. Persönlich bereichert hat sich niemand. Hinter die gegen die Beamten getroffenen Massnahmen setzt die CVPO ein Fragezeichen. Die Frage der Urkundenfälschung wird ja vom Untersuchungsrichter abgeklärt. Es kann sein, dass im Falle der drei Oberwalliser Baustellen überfordert wurde; aber auch auf andern Baustellen gab es Unregelmässigkeiten. Die GPK lässt bei den Verantwortlichkeiten viele Punkte im Unklaren. Die CVP Oberwallis unterstützt aber die Schlussfolgerungen der GPK. Es geht darum, dass der Grosse Rat die Oberaufsicht

verstärkt. Die CVP Oberwallis verlangt den zügigen Weiterausbau der Nationalstrasse im Oberwallis; das wichtige Werk darf nicht in Rückstand geraten. Die CVPO wendet sich in der Mehrheit gegen die Einsetzung einer PUK. Es laufen ja noch Untersuchungen des Finanzinspektorates und des Strafrichters. Da auch CVPO-Grossräte als Unternehmer in die Vorauszahlungen verwickelt sind, verzichtet die CVPO auf eine Empfehlung bezüglich einer PUK. **Nicolas Voide** (CVP Unterwallis) begrüsst den GPK-Bericht. Die CVP Unterwallis lehnt die Einsetzung einer PUK ab. Eine PUK kann nicht mehr

zur Wahrheitsfindung beitragen als die Gerichte und die GPK.

Es braucht doch eine PUK

Rolf Eggel (SP Oberwallis) bemängelt eine ungenügende Kontrolle der Regierung. Die Regierung soll Staatsrat Rey-Bellet das Dossier entziehen. Das Einsetzen einer Parlamentarischen Untersuchungskommission ist vor dem Hintergrund des GPK-Berichts gerechtfertigt. Es geht um die Abklärung der politischen Verantwortlichkeiten und Hintergründe. Es geht nicht an, dass einfach nur ein paar Beamte vorsorglich ins Schaufenster

gestellt werden. **Marcelle Monnet Therretaz** (SP Linksallianz) betont, dass es aus mehreren Gründen eine PUK braucht: Die Verantwortlichkeiten auf allen Ebenen des Departementes sind zu unreisen. Seit wann wird dies Praxis gepflogen? Wie hoch ist der Schaden? Wie können die Kontrollen verbessert werden? Unter welchen Bedingungen sind Vorauszahlungen möglich?

Staatsrat soll Ruder in die Hand nehmen

René Constantin (freisinnig-liberal) sieht gravierende Fehler bei den zuständigen Beamten. Die Beamten wollen im Interesse des Kantons gehandelt haben. Diese dürftigen Erklärungen akzeptiert die radikale Fraktion nicht. Reicht die Strafuntersuchung aus, um Licht ins Dunkel zu bringen? Seit Jahren schon stellt man im Parlament und durch das Finanzinspektorat fest, dass es um die Funktionsweise der Abteilung für Nationalstrassen und des Baudepartementes nicht zum Besten bestellt ist. Millionenbeträge sind vorausbezahlt worden, ohne irgendwelche Garantien. Warum haben die engsten Mitarbeiter des Departementschefs nicht den Finger auf die wunden Stellen gelegt? Was wusste der Staatsrat von den Praktiken? Es geht nicht darum, Staatsrat Rey-Bellet das Dossier wegzunehmen oder gar seine Demission zu verlangen. Der Staatsrat müsse jetzt das Ruder in die Hand nehmen und die nötigen Korrekturen anbringen. Die freisinnig-liberale Fraktion lehnt die Einsetzung einer PUK ab. Sie würde kaum neue Aspekte aufzeigen. Die Justiz wird Antworten bringen. **Matthias Eggel** (FDP Oberwallis) stellt fest, dass der Wissensstand gerade bei den politischen Verantwortlichkeiten ungenügend ist. Eine PUK wird nicht allzu viel bringen, aber sie muss eingesetzt werden, weil dies ein wichtiges Zeichen gegenüber der Bevölkerung ist. Die Ablehnung einer PUK könnte dahingehend gedeutet werden, dass man etwas zu verbergen hat. Denkbar wäre auch eine Ausweitung des Auftrages der GPK. **Fortsetzung Seite 9**

Soll eine Parlamentarische Untersuchungskommission (PUK) die politischen Hintergründe zur A9-Affäre ausleuchten? Der Walliser Grosse Rat hat dies gestern mit 29 gegen 93 Stimmen bei 5 Enthaltungen. Nur die SVP und die SP sowie die FDPO stimmten für die Einsetzung einer PUK.

Parlamentarische Untersuchungskommissionen hatte es in jüngerer Vergangenheit zum Fall Leukerbad und zu den Pensionskassen des Walliser Staatspersonals gegeben. Vor allem zu Leukerbad hatte die PUK interessante Hintergründe aufgezeigt und gleichzeitig auch Lücken und Mängel in der staatlichen Aufsicht aufgedeckt. Im Pensionskassendossier hingegen blieben die Erkenntnisse der PUK sehr bescheiden.

Im Rat ist gestern immer wieder auf die laufende Strafuntersuchung verwiesen worden, die auch noch wichtige Antworten liefern werde. Allerdings gibt es auch Zweifel, was die Effizienz der Gerichts-

barkeit angeht. Im Pensionskassendossier kommen die gerichtlichen Untersuchungen offenbar nicht so recht vom Fleck.

In der A9-Affäre fehlt zumindest im Oberwallis das Unrechtsbewusstsein weitgehend. Es wird als richtig angeschaut, dass man Bundesgelder um jeden Preis abholt, sogar wenn dies mit zweifelhaften Mitteln und auf rechtlich fragwürdigen Wegen geschieht. Dass in der A9-Affäre gravierende Fehler gemacht worden sind, ist gestern im Grossen Rat immerhin von niemandem bestritten worden.

Während am Dienstag in der «Aufwärmrunde» viele Abgeordnete durch ihre Ersatzleute vertreten wurden, waren gestern für die Diskussionen um die A9-Affäre meist die Grossräte selber an Deck. Ausnahme: Die direkt betroffenen Grossräte Konrad Martig und Claude-Alain Schmidhalter nahmen nicht an den Beratungen teil. Sie befanden sich

richtigerweise im Ausstand.

Gibt es noch andere Anwärter als Albert Bétrisey für die Nachfolge von Staatsrat Claude Roch? Ja, schon. Man spricht auch von Brigitte Diserens, der Präsidentin der Geschäftsprüfungskommission, und von Fraktionschef René Constantin und von einigen weiteren Anwärterinnen und Anwärtern aus der zweiten Reihe. Nicht zu vergessen: Léonard Bender, Vizepräsident der FDP Schweiz, gilt ebenfalls als möglicher Nachfolger. Also gibt es Kandidatinnen und Kandidaten, wohin man blickt.

Die Mittelwalliser Abgeordneten André Quinodoz und Jean Rossier verlangen vom Staatsrat, dass er sich um die Versicherungssituation von Gemeindebehörden und von Sicherheitsverantwortlichen kümmert. Die Haftpflichtversicherung müsse geregelt und ausgebaut werden. Nach der strafrechtlichen Verurteilung, wie im Falle des Lawinenun-

glücks von Evolène, könnten sich die betroffenen Behördenmitglieder und Sicherheitsverantwortlichen auch mit zivilrechtlichen Forderungen in Millionenhöhe konfrontiert sehen.

Tatsächlich hat sich durch das Bundesgerichtsurteil im Falle des Lawinenun-glücks von Evolène die rechtliche Situation von Gemeinderatsmitgliedern und Sicherheitsverantwortlichen schlagartig geändert. Dem ist Rechnung zu tragen.

Als Staatsrat Jean-Michel Cina die Einzelheiten der Mechanismen für die Regelung des Immobilienverkaufs an Ausländer erläuterte, sagte er an einem bestimmten Punkt, dass diese Materie dermassen kompliziert sei, dass sie kaum verständlich erläutert werden könne. Der Rat quittierte diese Bemerkung mit Gelächter. Tatsächlich kennen sich auf diesem Gebiet nur noch direkt mit der Materie befasste Spezialisten aus, wie oft bei komplexeren Sachverhalten. **lth**

Parlaments-Splitter

Stellungnahme der Regierung

Umfassende Antwort im Oktober

Staatsratspräsident Thomas Burgener stellt für die Oktober-Session des Grossen Rats eine umfassende und schriftliche Antwort der Regierung auf den Bericht der grossräthlichen Geschäftsprüfungskommission (GPK) in Aussicht. Der Staatsrat bedauert diese Angelegenheit, die dem Kanton geschadet hat. Die von der Regierung getroffenen Disziplinar-massnahmen sind nicht unverhältnismässig. Ein entsprechendes Kantonsgerichtsentscheid stützt das Vorgehen. Die Regierung akzeptiert die Forderungen der GPK. Es läuft eine vollständige Reorganisation des Nationalstrassenwesens. Die Regierung ist auch bereit, die nötigen Schritte einzuleiten, damit die öffentliche Hand keinen Schaden erleidet.

Fortsetzung der Bauarbeiten

Die Fortsetzung der Arbeiten an der Autobahn im Oberwallis stellt für die Regierung eine absolute Priorität dar, führt Staatsratspräsident Thomas **lth**

Burgener abschliessend aus. Die Oberwalliser Autobahn ist zu 50 Prozent unterirdisch angelegt; entsprechend hoch sind die geologischen Risiken.

Staatsrat Rey-Bellet: Keine gängige Praxis

Staatsrat Rey-Bellet betont, dass ein Regierungsmitglied nicht beauftragt ist, einzelne Baustellen zu kontrollieren. Allerdings müssen die Kontrollmechanismen verstärkt werden. Aber gegen bewusste Irreführungen ist man nie gefeit. Die Reorganisation des Departementes läuft. Die Vorauszahlungen, wie sie auf den drei Baustellen im Oberwallis gepflogen wurden, entsprechen keineswegs einer gängigen Praxis. Dies haben auch die Untersuchungen des Finanzinspektorates ergeben. Es besteht kein Anlass für irgendwelche «Verschwörungstheorien». Er ist über diese Vorgänge nie ins Bild gesetzt worden. Er hätte diese Praxis nie akzeptiert. Dies zeigt seiner Meinung nach seine Reaktion im vergangenen März, als die Affäre um die Baustellen der A9 aufflog. **lth**

A9-Zahlungen: Keine PUK

Fortsetzung von Seite 7

Die SVP begründet ihre PUK-Motion

Jean-Luc Addor und **Franz Ruppen** (SVP) begründen die Forderung ihrer Fraktion für die Einsetzung einer Parlamentarischen Untersuchungskommission. Der Geschäftsprüfungskommission standen nur beschränkte Mittel und Kompetenzen zu Gebot. Der Riedbergtunnel ist kein isolierter Fall. Immerhin sind bisher drei Fälle aufgedeckt worden. Gibt es deren noch mehr? Handelte es sich um eine gängige Praxis? Der Bericht der GPK enthält zu wenig für eine Anklage und zu viel für einen Freispruch. Der Bericht der GPK bleibt auf halbem Weg stehen. Viele Hintergründe bleiben im Dunkeln. Es gibt zu viele Ungewissheiten. Dies geht auch aus den Darlegungen der von der

GPK befragten CVPO-Grossräte **Claude-Alain Schmidhalter** und **Konrad Martig** hervor. Hier hat die GPK nicht nachgehakt, ihre Abklärungen reichen nicht aus. Es steht Aussage gegen Aussage. Darum braucht es eine Parlamentarische Untersuchungskommission. Wie will man diese Affäre politisch abschliessen, wenn nicht einmal die Ergebnisse der Strafuntersuchung vorliegen?

Ein paar Sündenböcke genügen nicht

Es geht laut der SVP nicht an, einfach ein paar Beamte als Sündenböcke zu opfern und dann zur Tagesordnung überzugehen. Die SVP begrüsst die Schlussfolgerungen der GPK, aber hält ihre Forderung nach einer Einsetzung der PUK aufrecht. Der Departementschef wird von verschiedenen Beamten und Unternehmern in ein schiefes Licht gerückt. Er kann das Dossier nicht weiter behandeln. Staatsrat Rey-Bellet muss sich in den Ausstand begeben. Das Parlament soll den Mut haben, eine PUK einzusetzen.

Kommissionspräsidentin Brigitte Diserens (freisinnig-liberal) betont, dass die PUK die strafrechtlichen Seiten ja nicht behandeln kann. Eine PUK würde 300 000 Franken kosten. Was soll eine PUK noch bringen, was ein erweitertes Mandat an die Geschäftsprüfungskommission? Sie lehnt beides ab. **Ith**

Anzeige



PIANOS
Verkauf • Stimmen
Reparatur
bei
Theytz musique
Sierre
Klavierbauer und -stimmer
Av. du Rothorn 11
Tel. 027 455 21 51

ENSEIGNANTS L'Etat met fin à une pratique controversée

Retraites anticipées accordées trop tôt

VALAIS Durant vingt ans, la Caisse de pension du personnel enseignant accordait facilement les départs à la retraite dès 55 ans. Ce qui est contraire à ses statuts

Christine Savioz

«C'est assez choquant!» La députée PDC Margrit Picon-Furrer vient de mettre le doigt sur une pratique «contraire aux exigences statutaires» active dans le rang des enseignants du Valais. Elle a soulevé la problématique

que dans une interpellation qui sera traitée aujourd'hui au Grand Conseil.

Depuis vingt ans, les instituteurs de 55 ans pouvaient en effet prendre leur retraite anticipée sans problème. Or, les statuts de la Caisse de pension du personnel enseignant précisent que les enseignants «peuvent» certes prendre leur retraite avant 58 ans, mais seulement dans des «circonstances particulières», comme des raisons de santé par exemple.

Or, jusqu'à présent, ces départs à la retraite étaient autorisés par la Commission de gestion de la Caisse sans qu'elle n'exige de motif particulier.

L'Etat du Valais les a même encouragés en

octroyant un soutien financier qui se montait à 25 000 francs par année d'anticipation. Si l'aspect financier a été corrigé en 2005, il n'en demeure pas moins que les départs à 55 ans étaient encore monnaie courante jusqu'à cette année.

Mais, le chef du Département de l'éducation, Claude Roch, affirme que le tir a été corrigé depuis la reprise de l'année scolaire. «J'ai demandé qu'on durcisse les autorisations de départ à la retraite. Nous l'avons fait avant l'interpellation de Mme Picon-Furrer», explique-t-il. Les enseignants peuvent toujours prendre la retraite anticipée, mais au plus tôt cinq ans avant l'âge statutaire de la retraite. Il n'empêche que pendant vingt ans, les statuts de la caisse de pension ont bel et bien été bafoués. Claude Roch relativise: «Le règlement dit que la Commission de gestion de la Caisse «peut» accorder un départ anticipé dès 55 ans. C'est une question d'interprétation du «peut». Pendant des années, il y a eu pléthore d'enseignants, ça pouvait se justifier. Aujourd'hui, la tendance est inversée. Nous n'en avons plus assez.» Claude Roch reconnaît cependant que le tir aurait pu être corrigé progressivement.

MARGRIT PICON-FURRER
C'est la députée PDC qui vient de mettre le doigt sur cette pratique qu'elle juge choquante.

Georges-André Cretton



Des millions pour la formation

PLAN QUADRIENNAL ► Le Parlement a accepté hier d'entrer en matière sur un projet de subsides destinés à soutenir les institutions valaisannes spécialisées dans la formation et la recherche universitaire. Près de 20 millions de francs injectés pour la période allant de 2006 à 2009.

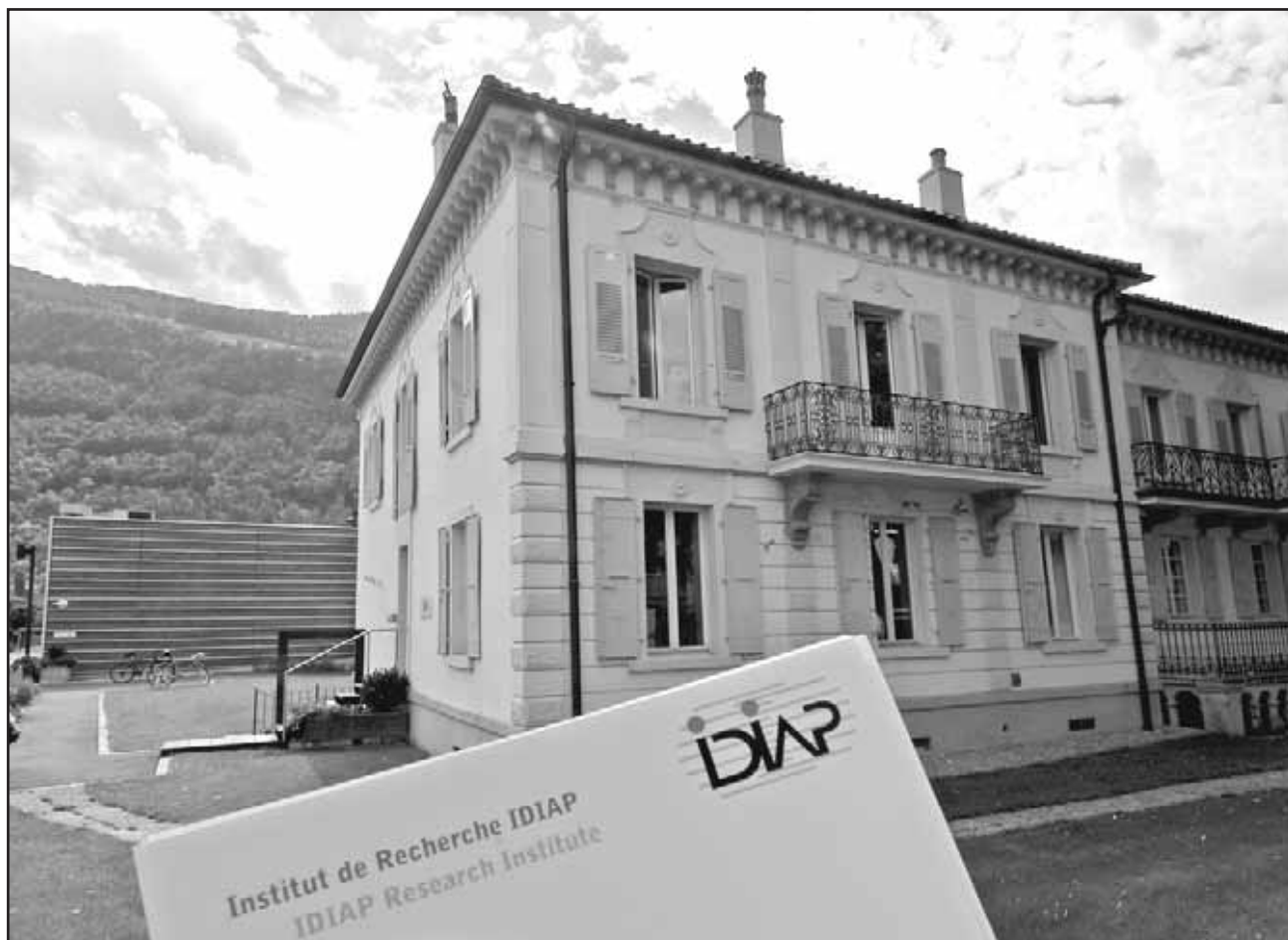
PASCAL GUEX

Claude Roch a apprécié à sa juste valeur! Hier, le Parlement a accepté avec un bel enthousiasme d'entrer en matière sur l'octroi de subsides destinés à soutenir «*les institutions émergeant à la loi cantonale sur la formation et la recherche universitaires*». Concrètement, le canton va ainsi pouvoir investir dans cet important secteur un crédit global de 19,38 millions de francs pour la période administrative 2006-2009. Soit 4,4 millions en 2006, 4,67 millions en 2007, 4,97 millions en 2008 et 5,27 millions en 2009. Une véritable aubaine pour des instituts spécialisés de premier plan tels que l'Institut Dalle Molle d'intelligence artificielle perceptive (IDIAP) à Martigny, l'Institut universitaire Kurt Bösch (IUKB) à Bramois ou encore la haut-valaisanne Fernstudien Schweiz (FS-CH).

En cas de confirmation de ce soutien ce jeudi – peut-il en être autrement? – le canton du Valais pourra assumer sa part de bailleur de fonds. La plus petite dans ce domaine. A titre d'exemple, en versant 4431 500 francs en 2006, notre canton couvre en effet à peine le sixième du budget total dévolu à la bonne marche de ces institutions, le solde étant à la charge de la Confédération (8,1 millions) et de tiers (13,8 millions).

Dans son message, le Conseil d'État n'a pas manqué d'ailleurs d'insister sur l'importance économique croissante jouée par les bénéficiaires de ces subsides. «*Ce soutien financier permet de générer des activités scientifiques pour un volume financier de 26,4 millions réalisé par quelque 300 personnes, soit 170 équivalent-plein temps. L'effet de levier financier par rapport à la mise de fonds cantonale est donc de 6.*»

Autre rappel utile: depuis son adhésion au premier accord intercantonal concernant la participation des cantons universitaires, le Valais paie 33 millions de francs pour couvrir les frais de ses universitaires «exilés».



L'IDIAP à Martigny sera l'un des principaux bénéficiaires de l'effort consenti par le canton dans le domaine de la formation et de la recherche universitaire. HOFMANN

ÉCOLE DE VIÈGE

Le canton prêt à payer

Ce jeudi, le Grand Conseil valaisan devrait accepter sans coup férir un crédit d'engagement de 7,7 millions de francs en faveur de l'Ecole professionnelle du Haut-Valais, installée à Viège. Hier, il ne s'est en tout cas trouvé aucun député pour contester l'entrée en matière sur cet investissement considéré par la majorité du Parlement comme «*nécessaire et urgent.*»

S'il entend bénéficier de l'ancien régime de subventionnement de la

part de la Confédération – laquelle a revu sa participation à la baisse pour les constructions annoncées à partir de janvier 2004 – le canton du Valais a en effet tout intérêt à mettre les bouchées doubles sur ce dossier. «*Les conditions de financement particulièrement avantageuses pour le canton sont un argument en faveur d'une réalisation immédiate.*» L'argumentaire développé par le gouvernement a donc convaincu le Parlement qui devrait confirmer son soutien cet après-midi. Résultat: le canton va

investir 7,7 millions de francs dans la construction d'un nouveau bâtiment «*destiné à l'enseignement des connaissances professionnelles*» ainsi que dans les transformations de l'ancienne Ecole professionnelle de Viège, des bâtiments érigés en 1963 et 1977. Une extension dont le coût total va finalement dépasser les 12,5 millions de francs., le solde de cette facture étant à la charge de la Confédération (3,5 millions) et de la commune de Viège (1,25 million). PG

Des avions sous contrôle!

AÉRODROME DE SION ► Les nuisances sonores causées par les vols militaires inquiètent aussi les députés. Interpellé sur la future vocation «guerrière» de la piste sédunoise, le conseiller d'Etat Jean-René Fournier s'est voulu plutôt rassurant.

PASCAL GUEX

Tous aux abris! Le député-suppléant Olivier Delaloye est monté en première ligne hier pour tirer la sonnette d'alarme. Selon lui, «la modification de l'aérodrome de Sion en aéroport de guerre» risque fort de pourrir un peu plus l'existence des Valaisans du centre et de leurs hôtes!

Atteintes à la qualité de l'air, nuisances sonores insupportables, consommation excessive: les griefs ne manquent pas.

Le poids du tourisme

Et après avoir déposé en avril dernier une interpellation demandant au Conseil d'Etat «de ne pas tomber dans une dérive d'utilisation, au demeurant inadaptée et inutile, qui risque bien de nuire à une grande partie de notre population», l'élu du Groupe radical-libéral a redit hier devant le Parlement toutes ses craintes. «Ce sont celles de toute une population qui a encore en mémoire les exercices assourdissants de ces derniers mois.» Sans souhaiter la disparition de la place de vol sédunoise, Olivier Delaloye se demande s'il est vraiment judicieux de continuer à vouloir défendre à n'importe quel prix les 170 places de travail de l'aérodrome qui pèsent bien peu face aux milliers d'emplois et aux milliards de francs générés par le tourisme ou la construction.

Pas de pics de pollution

Sensible à ces préoccupations «légitimes», le conseiller d'Etat Jean-René Fournier n'en a pas moins tenu à mettre un bémol. «Il faut tout d'abord relever que les données disponibles ne permettent pas de conclure que l'aérodrome soit une source majeure de pollution, en particulier pour les poussières fines.»

Le chef du Département des finances, des institutions et de la sécurité a ainsi rappelé qu'en matière de dioxyde d'azote – le principal polluant émis par les avions à réaction – Sion est moins pollué que les grandes villes! «Dans l'épisode du smog du début 2006, les concentrations maximales de dioxyde d'azote ont été atteintes le 13 janvier, soit avant le début des vols de F/A-18!»

Jean-René Fournier a bien voulu concéder que ce site – véritable caisse de résonance – pose problèmes au niveau des nuisances sonores. «Un projet de plan sectoriel sera prochainement mis en préconsultation... Celui-ci fixe notamment les principes régissant l'exploitation des aérodromes militaires. Il y mentionne les courbes de bruit calculées qui ont force de lois pour les autorités en ce qui concerne l'aménagement du territoire.» Or le bruit calculé est déterminant pour les restrictions d'utilisation!



Un F/A-18 en phase de décollage dans le décor sédunois: une image que le député-suppléant Olivier Delaloye aimerait voir se raréfier... MAMIN

Aucune escadrille de F/A-18 en 2006 et 2007

On en saura de toute façon probablement plus d'ici à la fin de l'année puisque le Conseil fédéral a prévu de se prononcer sur ce plan sectoriel avant janvier 2007 et après avoir pris connaissance des prises de position des communes concernées et du canton.

Pour l'aérodrome de Sion, le nouveau règlement d'exploitation sera donc mis à l'enquête publique courant 2007, en même temps que le nouveau concept de protec-

tion phonique. En attendant, Jean-René Fournier a rappelé que l'Etat du Valais, de concert avec la commune de Sion, avait déjà demandé une diminution drastique, voire une suppression des vols avec postcombustion. «Le respect de la pause estivale du 15 juin au 30 août a en outre été exigé, alors que les vols dès 13h30 devront être discutés.» Et le conseiller d'Etat de conclure sur une bonne nouvelle. «L'armée a confirmé qu'aucune escadrille de F/A-18 ne serait basée à Sion en 2006 et 2007.»

Verschiedene Sachgeschäfte

Am letzten Tag der September-Session behandelte der Grosse Rat eine breite Palette von Sachgeschäften

Aus dem Walliser Grossen Rat

Sitten. – Zum Abschluss der September-Session hat der Walliser Grosse Rat ein breites Spektrum von Sachgeschäften durchberaten. Von Steuerfragen über den Asylmissbrauch bis hin zum Kriegsflugplatz Sitten wurde ein reichhaltiges parlamentarisches Menü aufgetischt. Der Rat verabschiedet in zweiter Lesung das Einführungs-gesetz zum Schweizerischen Strafgesetzbuch, zum Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht und verschiedene Konkordate zum Strafvollzug.

Steuerpolitische Forderungen

Eine Motion von **Laura Kronig** (SP Oberwallis) für die steuerliche Gleichbehandlung der Familien/Eltern mit Schülerinnen und Schülern wird angenommen. Ebenso wird ein Postulat von **Jean-Pierre Darbellay** (CVP Unterwallis) für weniger Papierkrieg im Steuerwesen überwiesen. Keine Zustimmung hingegen erfährt eine Motion von **Marc Kalbermatter** (SP Oberwallis) zum Einbezug der Steuern ins betriebsrechtliche Existenzminimum. Sonst sehen sich Schuldner nach jahrelangem Kampf mit finanziellen Nöten noch Steuerschulden gegenüber. Ein ähnlich lautendes Postulat, das nach Ablehnung der Motion nachgereicht wird, lehnt der Rat ebenfalls mit 66 zu 15 Stimmen (3 Enthaltungen) ab. **François Pellouchoud** (SVP) verlangt, dass die Familienzulagen steuerlich abgezogen werden können. Die Motion wird von der CVP Unterwallis bekämpft. Sie ist nicht realisierbar, weil dies unter geltendem schweizerischen Steuerrecht nicht möglich ist. Der Rat lehnt die Moti-



Die Kantonshauptstadt Sitten tut sich nicht leicht mit dem Kriegsflugplatz in ihrer unmittelbaren Nähe. Lärm und orts- wie raumplanerische Einschränkungen sind die Folge.

Foto wb

on mit 37 zu 55 Stimmen (8 Enthaltungen) ab.

Asylbewerber und Drogenhandel

Jean-Luc Addor (SVP) verlangt Auskunft über die Strategie des Kantons gegenüber Asylbewerbern, die mit Drogen handeln. **Staatsrat Jean-René Fournier** umreist die polizeilichen Massnahmen, die mit dem Nachbarkanton Waadt abgestimmt sind. Die Polizei hat die Situation im Griff. Derselbe Abgeordnete wirft die Frage nach

der Verwendung von angepasster Munition auf. **Staatsrat Fournier** verweist darauf, dass sich die Polizeidirektoren für die Verwendung von Deformationsgeschossen ausgesprochen haben. Die entsprechenden Offerten für die Beschaffung werden eingeholt.

Der Flugplatz Sitten als Kriegsflugplatz

Olivier Delaloye (freisinnig-liberal) steht dem Kriegsflugplatz Sitten skeptisch gegenüber. Dieser Schritt hat eine ganze Reihe

von Konsequenzen, vor allem im Bereich des Lärms und der Orts- und Raumplanung. Eine Intervention von **Jean-René Germanier** im Nationalrat blieb ohne Folgen. Das VBS will keine Rücksicht auf die Wohnqualität nehmen und auch nicht auf den Tourismus. **Staatsrat Fournier** räumt ein, dass die Problematik die Bevölkerung des Mittelwallis beschäftigt. Man soll aber bei den Tatsachen bleiben, was die Umweltbelastung angeht. Sitten hat zwar eine hohe Feinstaubbelastung; diese ist

aber auch auf die meteorologischen Bedingungen zurückzuführen. Die Lärmbelastung in einem dichtbesiedelten Gebiet in einem Talkessel ist problematisch. Was die raumplanerischen Einschränkungen angeht, ist ein Auflageverfahren im Gange. Der Kanton ist bereits beim Bund vorstellig geworden und hat Einschränkungen beim Betrieb des Kriegsflugplatzes gefordert.

Erleichtertes Permis B für Jugendliche
Francine Zufferey Molina

(SP Linksallianz) fordert in einer Interpellation die erleichterte Erlangung der Aufenthaltsbewilligung B für ausländische Jugendliche, die schon seit Jahren im Wallis leben. **Staatsrat Fournier** verweist auf die beschränkten Kompetenzen der Kantone. Immerhin bringt das Ausländergesetz, über das am 24. September abgestimmt wird, Erleichterungen im Bereich der Integration.

Fortsetzung Seite 7

Parlaments-Splitter

Vielleicht liegt es am brüllenden Föhn, der in diesen Tagen das ohnehin schon völlig ausgetrocknete Land am Rotten peitscht und peiniget: Die Menschen sind nervös, fahrig und zerstreut. Im Parlament wirkt sich die Wetterlage allerdings kaum aus, denn dort gehört eine gewisse Aufgedrehtheit sehr oft zum Geschäft und damit zum Alltag.

Gestern jedoch verhielt sich der Rat zur Ausnahme einmal so ruhig, dass man die Beratungen über weite Strecken ohne Kopfhörer mitverfolgen konnte. Das ist eine Erleichterung für die Lauscher (das sind die Ohren in der Jägersprache), die nach Stunden unter Kopfhörer doch ein wenig zu wackeln (oder zu schmerzen) beginnen.

In grellem Kontrast zum Weiter der letzten Wochen und Monate stand eine Erklärung der Walliser Regierung zur Gefahr von Starkniederschlägen verbunden mit Hochwassergefahr in den südlichen Teilen des Kantons und entlang der Rhone in den kommenden Tagen. Im Rat lauschten die Damen und Herren den meteorologischen Darlegun-

gen von Staatsratspräsident Thomas Burgener sehr aufmerksam.

Der letzte Tag der September-Session war dem gewidmet, was man ein wenig salopp als parlamentarische Aufräumarbeit bezeichnen könnte: Zweite Lesungen, persönliche Vorstösse, die Fragestunde, Kleinarbeit eben, die auch erledigt sein will.

Im Zusammenhang mit dem Gerichts Urteil zum Lawinunglück von Evolène hat die Justiz auf allen Ebenen bis hin zum Bundesgericht Prügel bezogen. Vor allem in den Westschweizer Medien wurde die Verurteilung des Gemeindepräsidenten und des Sicherheitsverantwortlichen als das Werk von «verdrehten» Richtern abgetan.

So einfach liegen die Dinge nun auch wieder nicht: Die Prozesse haben gravierende Lücken im Sicherheitsdispositiv der betroffenen örtlichen Behörden zutage gefördert: Sie hatten die Gefahrenkarten und die Empfehlungen der Fachleute dazu nicht eines einzigen Blicks gewürdigt.

Schon nach dem erstinstanzlichen Urteil hat «auf dem Terrain» ein Umdenken eingesetzt. Die Gemeinden sind sensibilisiert und auch der Kanton überprüft seine Sicherheitskonzepte.

Der FC Grossrat hat gegen die Senioren von Susten ein akzeptables 3:3 erreicht. Grossratspräsident Albert Bétrisey wertete dies als Bestätigung des 7. Platzes des Fussballklubs des Walliser Parlamentes auf schweizerischer Ebene. Vielleicht müsste sich der FC Grossrat wie der FC Sitten halt doch durch ein paar Ausländer verstärken.

Sollen die Sozialdienste, die sich mit der Jugenddelinquenz befassen, direkt dem Jugendgericht unterstellt werden oder dem Jugendamt? Der Rat beschloss eine Mischform, die darin besteht, dass der Sozialdienst des Jugendgerichts administrativ dem Jugendamt unterstellt ist, aber von den Jugendrichtern angefordert werden kann. Diese nun wahrhaft nicht epochale Frage hat den Grossen Rat gestern während fast einer Dreiviertelstunde beschäftigt.

lth

Fragestunde

Die Walliser Gesundheitskosten

Auf eine Frage von **Jean-Bernard Heritier** (SVP), befasst sich **Staatsrat Thomas Burgener** mit den Walliser Gesundheitskosten. Der Departementsvorsteher geht nochmals auf die Missverständnisse ein, die sich aus unterschiedlichen Erfassungsgrundlagen ergeben haben. Eine Erhöhung von 58 Prozent bei den Spitalkosten im Wallis wäre natürlich gravierend gewesen. Die Art, wie der Bund Zahlen in die Welt setzt, führt zu absurden Ergebnissen. Auf Ende Jahr ist von einer Kostensteigerung von 2,2 Prozent auszugehen.

Sanierung der Pensionskassen

Wo steht man mit der Sanierung der Pensionskassen, fragt **Jacques Melly** (CVP Mittelwallis). In Vertretung von **Staatsrat Claude Roch** äussert sich **Staatsrat Jean-Jacques Rey-Bellet**. Der Grosse Rat wird sich in der Oktober-Session mit der Sanierung der Pensionskassen befassen. Zuvor wird sich die Regierung mit den Personalverbänden zu einer Aussprache treffen.

Umsetzung des Neuen Finanzausgleichs

Wie weit ist der Kanton bei

der Umsetzung des Neuen Finanzausgleichs im Erziehungswesen, will **Franziska Schmid** (CVPO) wissen. **Staatsrat Rey-Bellet** umreist die Bereiche, in denen das Departement von **Staatsrat Roch** durch die neue Aufgabenteilung betroffen ist. Verschiedene Berichte werden bald vom Departement an die Regierung gehen. Bisher sind diese Aufgaben ohne zusätzliches Personal gelöst worden.

Staatsrat Jean-René Fournier beantwortet Fragen von **Thomas Lehner** (CVPO) und von **Gilbert Loretan** (CSP Oberwallis) zur Umsetzung des Neuen Finanzausgleichs und zum Einbezug der Gemeinden in die Ausgestaltung dieser Vorlage. Der Kanton ist dabei, diese Umsetzung aktiv voranzutreiben. Eine Pilotgruppe ist auf kantonaler Ebene am Werk. Es gilt der Grundsatz, nachdem die neue Aufgabenteilung für die Gemeinden kostenneutral bleibt. Die Umsetzung ist eine komplexe Aufgabe.

Die Walliser Regierung tendiert zu pragmatischen Lösungen. Der NFA ist auch auf der Bundesebene noch eine grosse Baustelle. Man wird also im Kanton mit hohem Rhythmus arbeiten müssen, wenn er auf den 1. Januar 2008 in Kraft treten soll. Im Kanton soll in einer ersten Phase die kantonale Gesetz-

gebung angepasst werden. In einer zweiten Phase werden die Umsetzungsarbeiten mit den Gemeinden an die Hand genommen. Sie umfassen eine Neuverteilung der Aufgaben und eine Neuregelung des interkommunalen Finanzausgleichs. Auch die Oberwalliser Gemeinden sollten aktiv an den dazu durchgeführten Tagungen des Walliser Gemeindeverbandes teilnehmen.

Verurteilung des Betriebsbeamten

Staatsrat Jean-René Fournier geht nach einer Frage von **German Eyer** (SP Oberwallis) auf die Verurteilung des Inhabers des Betriebs- und Konkursamtes von Brig ein.

Staatsrat Jean-René Fournier hatte sich früher gewei-gert, den Amtsinhaber zu suspendieren, weil die Unschuldsumutung galt. Nun ist der Amtsinhaber wegen Nichtbezahlen von Sozialbeiträgen zu einer Busse verurteilt worden. Dies betrifft aber nicht seine Aktivitäten als Betriebsbeamter. Die Regierung spricht ihm darum weiterhin das Vertrauen aus. Künftig werden die Betriebs- und Konkursämter verstaatlicht; so stellen sich solche Probleme aus Nebenbeschäftigungen nicht mehr.

lth

Verschiedene Sachgeschäfte

Fortsetzung von Seite 7

Beteiligungen der öffentlichen Hand regeln

Edmond Perruchoud (SVP) verlangt eine bessere Regelung der Beteiligungen der öffentlichen Hand (Kanton und Gemeinden) und mehr Transparenz. So erscheint das Gesundheitsnetz nirgends in der Bilanz des Kantons. Es braucht eine eigene Gesetzgebung zu dieser Thematik. Die Motion wird überwiesen.

Schulfragen im halben Dutzend

Narcisse Crettenand (freisinnig-liberal) will eine Unfallversicherung für alle Walliser Schüler abschliessen. Die Kosten belaufen sich auf ein paar Franken im Jahr. **Staatsrat Claude Roch** will zusammen mit dem Gemeindeverband eine Lösung suchen. **Susanne Hugo Lötscher** (SP Oberwallis) befasst sich mit den sinkenden Schülerbeständen in der Grundstufe. Es braucht eine umfassende Strategie. Gerade kleine Gemeinden werden Mühe haben, die Schule zu behalten.

Staatsrat Claude Roch betont, dass sich der Schülerrückgang im Oberwallis stärker auswirkt. Das Departement befasst sich intensiv mit diesen Fragen. Es wird auch gemeindeübergreifende Reorganisationen brauchen.

Förderung des

«Oberwalliser Tiitsch»?

Jean-Yves Gabbud (CVP Unterwallis) verlangt, dass man abklärt, in welchem Umfang das «Oberwalliser Tiitsch» in den Schulen gelehrt werden könnte. Es ist dies die eigentliche Umgangssprache, wie der Deutschschweizer Dialekt in Zürich. **Staatsrat Claude Roch** verweist auf die Bemühungen, ab der Primarschule die deutsche Sprache zu fördern. Der Dialekt wird ausserhalb der Schule gesprochen.

Schuldenprävention durch die Schule

Florian Chappot (SP Linksalianz) verlangt in einem Postulat, dass in der Schule im Sinne der Schuldenprävention der Umgang mit Geld gelernt wird.

Verena Sarbach-Bodenmüller (CVP Oberwallis) bekämpft den Vorstoss; die Schule soll nicht noch mehr beladen werden. Der Rat überweist das Postulat trotzdem mit 55 zu 49 Stimmen (2 Enthaltungen). Ein Postulat zur Förderung von Wärmepumpen durch Aufhebung von Gebühren von **François Pellouchoud** (SVP) wird trotz Opposition im Rat angenommen und zwar mit 53 zu 51 Stimmen bei 7 Enthaltungen.

Kosten der Interventionen

Thomas Brunner (CSP Oberwallis) befasst sich mit den Kosten von Interventionen im Grossen Rat. Man soll hochrechnen, wie viel eine Intervention kostet und dies jeweils auch beziffern. **Stefan Villa** (SVP) und die SP bekämpfen das Postulat. Sie wollen die Rechte des Parlamentes nicht beschnitten sehen. Eine solche Entwicklung wäre sogar gefährlich. Das Postulat wird mit 83 zu 30 Stimmen (1 Enthaltung) abgelehnt. **Ith**